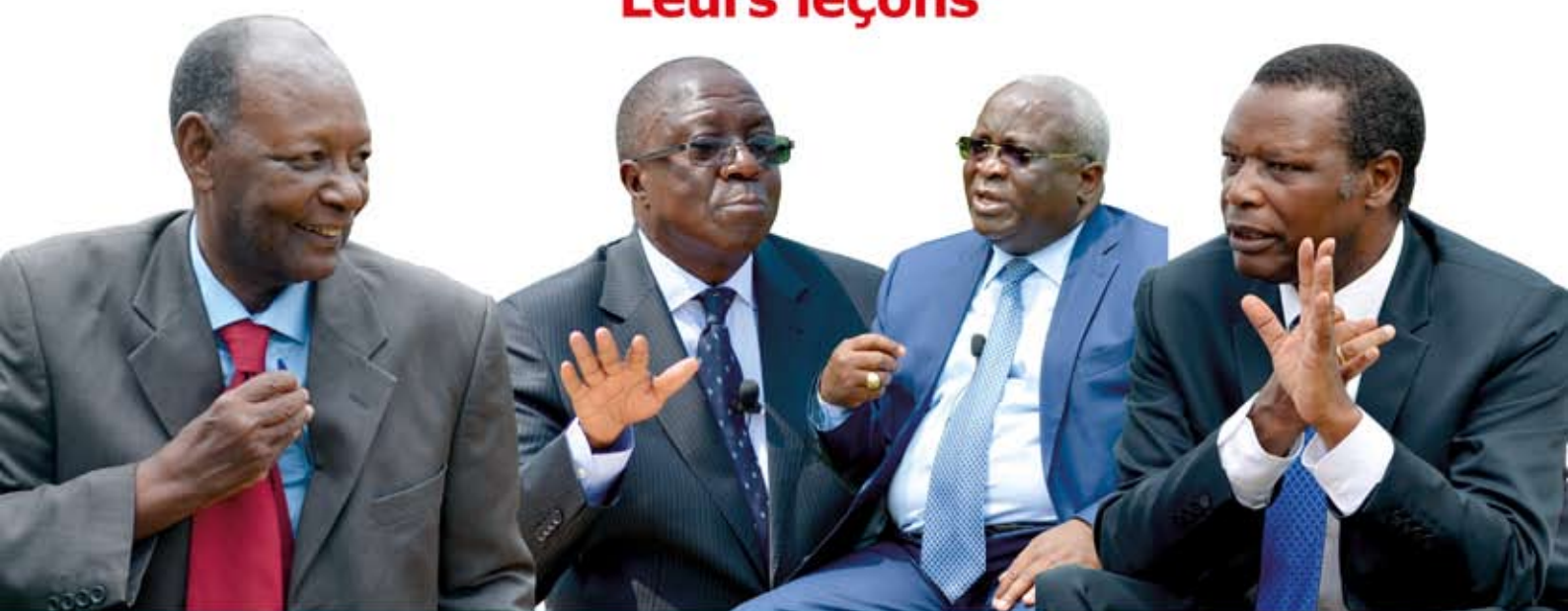


Médias - Mémoire-Histoire

Rencontre avec les anciens présidents

Leurs témoignages

Leurs leçons



CNARED

Tout ce qu'il faut savoir
sur cette coalition

Ses forces, ses faiblesses

Littérature



Le petit Prince traduit en
Kirundi par les éditions
Iwacu

MEDIAS-MEMOIRE-HISTOIRE

Leurs témoignages, leurs leçons



Dans la suite des conférences / émissions réalisées en 2012 à l'occasion du Cinquantenaire de l'indépendance du Burundi, le projet « Médias-Mémoire-Histoire » a organisé un cycle de quatre entretiens au cours desquels se sont exprimés les quatre anciens chefs d'Etat : Jean-Baptiste Bagaza, Pierre Buyoya, Sylvestre Ntibunganya et Domitien Ndayizeye.

En effet, le Burundi a la chance d'être un des rares pays en Afrique qui a quatre anciens chefs d'Etat encore en vie, qui circulent librement et qui sont membres du Sénat à vie. Dans cette série d'articles, Iwacu a recueilli leurs témoignages sur l'histoire du pays et les leçons qu'ils en ont tirées.

Jean-Baptiste Bagaza

L'ingénierie économique et juridique au service de son pays



JEAN BAPTISTE BAGAZA JEUNE OFFICIER (2ÈME À PARTIR DE LA GAUCHE) DÉPOSERA LE PRÉSIDENT MICHEL MICOMBERO (CHEMISE BLANCHE) EN 1976

Du colonel Jean-Baptiste Bagaza, président de la deuxième République, la population garde à l'esprit le développement économique à travers la construction d'infrastructures routières et la révolution industrielle. Il se dit également fier d'avoir consacré 80% de son temps à la réforme du droit.

On ne se lève pas un bon matin pour s'autoproclamer président de la République. Ma prise de pouvoir n'est pas un hasard, elle a été longtemps préparée », déclare Jean-Baptiste Bagaza. Une année avant, raconte-t-il, il intensifie ses contacts au pays et à l'étranger.

1er novembre 1976. L'armée et le parti Uprona portent Jean-Baptiste Bagaza à la tête de l'État. Le jeune colonel n'a que 30 ans à l'époque. Il vient de faire quatre ans au pays après ses études universitaires à l'École royale militaire de Bruxelles (Belgique). Officier d'état-major à Bujumbura,

il entretient de bonnes relations avec le président Micombero, son camarade du village natal Rutovu (Bururi) : « Nous avons de très bons rapports et il m'a beaucoup aidé à titre personnel. » Cependant, Jean-Baptiste Bagaza juge déplorable sa gestion du pouvoir.

Depuis l'hécatombe de 1972 qui a coûté la vie à des dizaines de milliers de Burundais majoritairement hutu, les cassures ethnique, clanique, régionale, etc. s'accroissent.

La situation est indicible, constate M. Bagaza, le pays ingouvernable à cause de l'inexpérience de la classe politique, le président Micombero et son gouvernement sont incapables de trouver des solutions aux problèmes qui se posent. Ainsi, le colonel Jean-Baptiste Bagaza décide de prendre le pouvoir.

La crise de 1972 : un cocktail événementiel

« Il y avait des signes avant-coureurs. La crise de 1972 est une convergence des crises internes et externes au Burundi », analyse l'ancien président de la République. La guerre froide, la prédominance et l'influence de l'Eglise catholique, l'abolition de

la monarchie rwandaise en 1959 et la révolution Lumumbiste, la mauvaise gestion sous-régionale des indépendances, etc. De l'avis de M. Bagaza, ce sont les principaux facteurs qui ont fait le lit des événements sanglants de 1972. Il insiste surtout sur la vague des réfugiés rwandais et congolais au pays : « Les Burundais n'étaient pas expérimentés dans la gestion politique du pouvoir. Ils étaient facilement manipulables. »

Il hérite le chaos

Le sénateur à vie explique que sous Micombero, l'absence de la loi fondamentale handicapait : « Nul ne sait les termes du mandat du président de la République. »

Depuis l'indépendance jusqu'à la fin du régime Micombero, rien n'était clair. Il hérite donc une situation politico-sécuritaire chaotique. Il faut faire vite pour tranquilliser les esprits des Burundais. Des descentes

à l'intérieur du pays sont effectuées. En très peu de temps, dit-il, il parcourt tout le pays pour ramener la paix et surtout convaincre les uns et les autres qu'il est possible de vivre ensemble. Alors qu'il se trouve à Ngozi, se souvient-il, la population vient en masse à sa rencontre. Stanislas Kaburungu, évêque de Ngozi, lui siffle : « Monsieur le président, vous pouvez lire dans les yeux de toutes ces populations, femmes, enfants et vieillards qui sont venus vous accueillir, l'espoir. Ne les décevez pas ! » Mgr Kaburungu, affirme l'ancien président, connaissait la région mieux que lui.

Contrairement à une opinion qui persiste et signe que la crise de 1972 ne visait que les Hutus, le président Bagaza estime qu'elle est politique : « Des tutsis ont été également éliminés. »

L'ANCIEN PRÉSIDENT

DE LA RÉPUBLIQUE

(DEUXIÈME À GAUCHE)

ENTOURÉ DE HAUTS
GRADÉS DE SON AR-
MÉE



Le secret du développement

Sous son régime, l'opinion largement répandue retient du président Bagaza, un très grand artisan de l'ingénierie sociale et économique. Des avancées sont remarquables sur le plan du développement économique avec la construction d'infrastructures diverses, l'industrialisation du pays, etc.



LE PRÉSIDENT BAGAZA DE RETOUR
D'UNE MISSION

C'est l'Allemagne qui m'a servi de modèle », révèle Jean-Baptiste Bagaza. Ainsi, il négocie auprès d'elle une équipe de planificateurs. Il l'affecte à la présidence de la République avec à sa tête Donatien Bihute, ministre des Finances : « Nous avons fait un programme ensemble parce que nous nous demandions par où il fallait commencer. »

La priorité, se rappelle-t-il, est accordée d'abord à la construction des infrastructures routières pour permettre l'écoulement des marchandises. Ensuite, suivra la construction de neuf barrages pour que la population ait accès à l'eau et à l'électricité : « Ces deux aspects sont incontournables dans la promotion du développement. »

Dans la conception, la construction, la réalisation et la gestion, Jean-Baptiste Ba-

gaza indique qu'en plus des Allemands, son gouvernement a approché les Chinois et les Français : « Ce sont eux qui nous ont aidés à travers la Banque mondiale et la coopération bilatérale. »

Dans le domaine de la santé, l'ancien président salue la collaboration des grandes organisations internationales. Elles ont été très sensibilisées : « Beaucoup d'hôpitaux ont été construits. » Cependant, il s'est posé le problème des médecins et le pays a fait recours à l'étranger.

Pour promouvoir le développement, insiste-t-il, lui et son gouvernement ont travaillé dur : « J'avais des ministres compétents parce que comme moi, ils avaient été formés dans les universités européennes et américaines. Ils avaient acquis l'expérience d'ailleurs. » Pour réussir, témoigne Jean-Bap-

tiste Bagaza, ils ont mis de côté la politique et privilégié l'économie.

Selon M. Bagaza, son 'modèle' n'était proche ni du communisme ni du socialisme : « J'ai approché tout le monde mais cela a failli me créer des ennuis avec les Belges. »

Une politique agricole réussie

« Les Burundais sont de grands travailleurs, ils sont capables de faire des miracles surtout quand ils ont confiance en leurs dirigeants », rassure l'ex-président. A sa prise de pouvoir, raconte-t-il, il met en place une politique agricole en implantant des Sociétés régionales de développement dites SRD. Elles existent toujours d'ailleurs. La production industrielle s'accroît, des retombées économiques s'ensuivent. Quant aux cultures

d'exportation, alors que le café bénéficie de cours mondiaux élevés, un vaste programme de replantation des caféiers, redynamise le secteur. La production passe de 11 à 40 mille tonnes et génère des recettes qui sont affectées, d'après M. Bagaza, dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Pour le développement social, l'ex-président impose l'épargne obligatoire. Il a l'impression que son peuple dépense inutilement et procède à la suppression de plusieurs fêtes sociales en milieu de semaine : « Il fallait secouer le cocotier. Ce n'est pas de leur faute, la population burundaise avait hérité de nos ancêtres qui avaient évolué dans une société traditionnaliste. ». Il voulait ainsi stimuler l'investissement pour améliorer,

par exemple, le logement. Toutefois, la population ne répond pas favorablement à la politique de villagisation alors que le pays y a consacré des fonds importants.

La réhabilitation des sinistrés

Suite à la crise de 1972, beaucoup de Burundais s'étaient exilés laissant derrière eux leurs biens. Quand ils décident de rentrer, le président Bagaza met en place une commission dite Mandi du nom de son président. Objectif : restituer ces biens à qui de droit. Le président de la République à l'époque avoue qu'il se heurte à des résistances : des propriétés terriennes et des maisons sont bien restituées mais pas les véhicules ainsi

que les comptes en banque.

Au niveau des terres, toujours objet de polémiques aujourd'hui au sud du pays, Jean-Baptiste Bagaza tente d'expliquer les origines. Lorsque son gouvernement a demandé aux réfugiés de 1972 de rentrer, certains trouvent leurs terres occupées : « Par exemple, des gens de Kayanza se sont retrouvés à Kirundo et Muyinga. Ils ont prospéré là-bas. » A l'époque, précise M. Bagaza, Rumonge était presque inhabité lorsque son gouvernement décide de le peupler par des gens venus de la région de Kirimiro : « Contrairement à ce qui se raconte que ce sont des Tutsis qui ont occupé les terres des Hutus, 95% des résidents sont hutus. C'est moi qui les leur ai distribuées. »

Les échecs

Tout n'est pas rose de la gouvernance du colonel Jean-Baptiste Bagaza. Sur le plan militaire et éducatif, une opinion constate que ces deux secteurs sont restés verrouillés. La diplomatie avec son voisin le Rwanda a également souffert de la présence du mouvement Palipehutu.

En 1972, beaucoup de militaires hutus sont assassinés. L'armée reste majoritairement tutsi, à 80%. « Nous avons engagé de longues discussions autour de cette problématique. Une opinion estimait que pour la protection de la minorité tutsi, l'armée doit rester comme telle. » Or, il y avait une autre opinion, raconte M. Bagaza, qui avait une vision à long terme : celle-ci était pour une armée mixte. Que l'armée burundaise reste majoritairement tutsi, ajoute-t-il, c'est parce qu'il y avait une certaine méfiance de la part des parents hutus qui avaient gardé un mauvais souvenir : « Il ne faut pas que des jeunes hutus subissent le sort de leurs aînés. » Cependant, M. Bagaza fait savoir que petit à petit, cette mentalité a évolué. : « En 1993, président Melchior Ndadaye a été étonné de voir des éléments hutus dans sa garde. » D'ailleurs, signale-t-il, même son ministre de la Défense nationale l'était.

Le système 'i' et 'u', M. Bagaza dit n'en rien savoir

Le système a été baptisé 'i' et 'u' parce que devant le nom d'un écolier hutu, on marquait la voyelle u et i devant celui d'un tutsi. Pour les non avisés, ce système permettait de différencier les Hutus des Tutsis. Ainsi, les Hutus ne pouvaient pas accéder à l'école secondaire. Isidore Hakizimana, ministre

de l'Education nationale de l'époque, a déjà fait des confessions où il regrette cette pratique. Pourtant, président Bagaza fait semblant d'ignorer cette période.

La tension avec Kigali

Alors qu'il est à Kigali, au Rwanda, dans un sommet France-Afrique, des militants du Palipehutu manifestent contre le président burundais. Ce dernier est obligé de rentrer directement. Par après, il envoie une délégation au président rwandais Juvénal Habyarimana pour le mettre en garde. Ce dernier ne le prend pas au sérieux. Pourtant, la colère du président Bagaza est grande.

« En 1993, le président Melchior Ndadaye a été étonné de voir des éléments hutus dans sa garde. »



M. Habyarimana se présente finalement à Kirundo où son homologue l'attend. M. Bagaza menace à son tour d'armer les réfugiés rwandais tutsis vivant au Burundi si le président Habyarimana ne chasse pas ces Palipehutu de son territoire. De peur que la situation ne dégénère, le président Habyarimana s'exécute. Rémy Gahutu, président de ce mouvement, se réfugie en Tanzanie où il est mort dans des conditions non encore élucidées, regrette Jean-Baptiste Bagaza.

Une armée forte pour contrer le mouvement Palipehutu ?

Président Jean-Baptiste Bagaza dote l'armée d'une formation appropriée et des moyens adéquats. Pour certains, ce renforcement de l'armée vise entre autres à contrer le Palipehutu dont l'action était assez visible dans la région.

Néanmoins, l'ex-président de la République fustige : « Pour combattre ce mouvement, fallait-il engager des avions ? C'est comme si vous voulez tuer une mouche, vous n'allez pas utiliser un canon. » Le principe de proportionnalité, réalise-t-il, est applicable aussi bien sur le plan économique que militaire. Et de souligner qu'un mouvement idéologique comme le Palipehutu est combattu par voie politique.

Le conflit Eglise-Etat : la chute



**SUR LE
CONFLIT
AVEC L'EGLISE
CATHOLIQUE,
LE PRÉSIDENT
BAGAZA
DIT QU'IL NE
REGRETTE
RIEN**

Au cours des deux dernières années du régime Bagaza, le conflit entre lui et l'Eglise catholique éclate. Une série de mesures répressives sont prises : des missionnaires sont expulsés, des prêtres professeurs d'université sont remplacés, des églises sont fermées, etc.

L'Eglise catholique s'était transformée en pouvoir », se défend Jean-Baptiste Bagaza. En effet, il explique que la colonisation qui a accordé trop de pouvoirs à l'Eglise catholique : les missionnaires se sont accaparés de tout, ce sont de grands propriétaires terriens, ils ont des économats mais ne paient pas d'impôts alors qu'ils font du commerce et de l'artisanat. « C'étaient de véritables entreprises au point qu'il était impossible aux autres commerçants de gagner un marché », remarque l'ex-président de la République. Leur puissance, poursuit-il, se traduit également au niveau de l'enseignement : au primaire, au secondaire et à l'université, ils dominent. Leur position économique et sociale dominante bloque d'autres citoyens, ce qui crée une situation de déséquilibre.

La goutte qui fait déborder le vase

Les rencontres dites Sahwanya, martèle

Jean-Baptiste Bagaza, une sorte d'encadrement serré des populations, l'inquiètent. Elles interviennent au moment de la tension politique entre le Burundi et son voisin, le Rwanda. Des chrétiens organisent n'importe où et n'importe comment leurs prières. Le gouvernement craint pour la sécurité de la population.

Des rapports, ajoute-t-il, lui parviennent que des enseignements politiques y sont dispensés, d'où la naissance du parti Sahwanya Frodebu dans la clandestinité : « Quand je l'ai su, j'ai pris la décision d'arrêter. »

Cependant, le président de la République de l'époque indique que les hommes d'Eglise expulsés n'étaient pas nombreux, juste des marginaux : « Avant de les renvoyer, j'en discutais avec les évêques. »

Concernant la fermeture des Eglises, il ne reconnaît que deux cas : Gitega et Makebuko pour un mois : « Je les ai ouvertes

pour faire toute une semonce à Mgr Joachim Ruhuna en lui disant qu'il ne pouvait pas continuer de prêcher n'importe où et n'importe quoi. » Il fallait que l'Eglise se conforme également aux lois et règlements.

« Je n'ai jamais emprisonné ou tué un évêque, un Nonce apostolique, ni de sœurs comme cela a été le cas à côté au Rwanda », insiste-t-il.

Interrogé pour savoir s'il ne regrette pas la manière dont il a géré le conflit Eglise-Etat, président Bagaza assume : « J'en suis fier. Je l'ai bien géré beaucoup plus que les autres chefs d'Etats de la région et beaucoup plus que ceux qui m'ont précédé et suivi. » Et de reconnaître quand même que ce conflit a précipité sa chute. « Quand il y a un malaise dans la société, conclut-il, des gens mal intentionnés peuvent en profiter ».

Elyse Ngabire

Jean-Baptiste Bagaza : un ex-président serein et fier de son bilan

Novembre 2014, lors de notre premier contact préparatoire, il avait d'emblée tenu à cadrer son témoignage. Les mots avaient été forts et justes : «Aujourd'hui, on ne gouverne plus comme il y a trente ans. J'ai dirigé le pays comme cela se faisait alors et comme on attendait que je le fasse».

La décennie de la 2^{ème} République de Jean-Baptiste Bagaza est sans conteste celle qui a le plus marqué le pays et les populations. Son héritage demeure omniprésent même si l'actuel sénateur à vie se tient depuis longtemps déjà en retrait de la vie politique.

Les raisons en sont nombreuses. En 1976, les espoirs suscités par le nouveau régime sont grands. Il faut rompre avec la sinistre période de ségrégation sociale et politique de la décennie passée et surmonter les traumatismes nés du génocide des élites hutu de 1972. Le dépassement attendu se traduit par la priorité accordée aux populations rurales avec les réformes fiscales et foncières de 1977 et une politique économique ambitieuse fondée sur une augmentation sans précédent des budgets d'investissement. Très vite, le visage du Burundi est bouleversé. Citons notamment l'extension de la scolarisation primaire (c'est-à-dire la réintégration des Hutu au niveau scolaire et universitaire), le développement des infrastructures (routes asphaltées, centrales électriques...), le désenclavement et la mise en valeur de l'est et du sud-est du pays, la reconstitution du potentiel agricole (grandes opérations de reboisement et de renouvellement des plants de caféiers), l'urbanisation des centres provinciaux, l'équipement des quartiers périphériques de la capitale... Sur le plan politique ensuite, notons le retour à un régime civil (référendum constitutionnel de 1981, élections législatives de 1982) fondé sur une démocratisation contrôlée dans le cadre du parti unique Uprona restructuré à partir de 1977 (congrès national de 1979 et congrès communaux de 1979 et 1981).

Pour autant, malgré les proclamations et les ressources mobilisées, le régime se révéla impuissant à faire profiter les petits producteurs de la modernisation agricole, à promouvoir l'accès des jeunes ruraux de toutes origines aux filières urbaines de la fonction publique et du secteur privé, à assurer un équilibre régional des investissements. On relèvera encore l'impossibilité à instaurer une décentralisation effective face à un encadrement bureaucratique autoritaire et omniprésent. Plus encore, les compromissions affairistes des élites au pouvoir et les ponctions discrétionnaires qu'elles exercent sur la sphère économique privée explosent proportionnellement à l'ampleur des investissements étatiques. Enfin, malgré la montée des critiques et des oppositions, le débat politique reste strictement contrôlé et la liberté d'expression disparaît peu à peu face à la peur qu'inspire aux opposants potentiels ou avérés les pleins pouvoirs que la Sûreté (l'actuel Service National des Renseignements, ndlr) s'est arrogée. Le conflit avec l'Église autour duquel s'est dénoué le sort du régime n'est que la forme la plus visible de cette dérive policière.



LE LAC DE RETENUE DU BARRAGE DE RWEGURA, UNE DES OEUVRES DU PRÉSIDENT BAGAZA

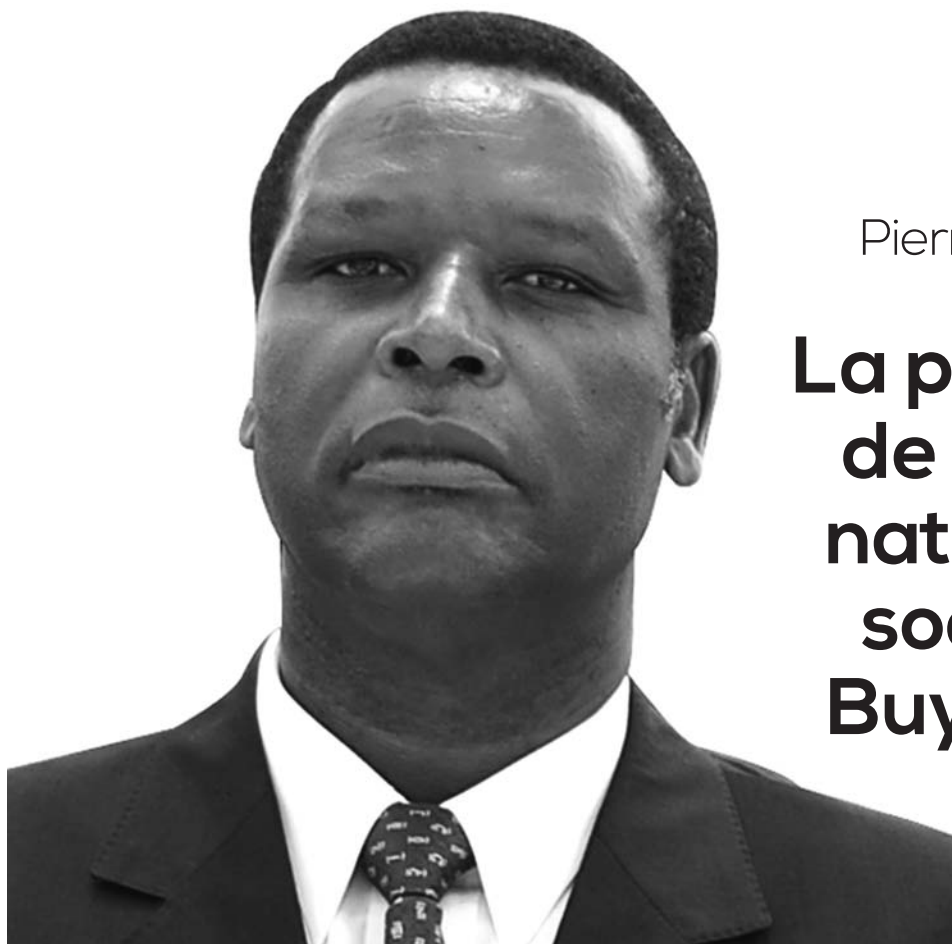
Ces pratiques et l'incapacité à traduire en actes les résolutions affichées ne sont pas en soi originales, mais ce qui a changé au fil des années du règne du président Bagaza tient à la maturité et au niveau d'exigence politique croissants des populations urbaines et rurales qui s'interrogeaient ouvertement sur la corruption, la démocratisation, des alternances sans coup d'État, les procédures électorales et le rôle des assemblées, l'élection des administrateurs communaux.

En 1987, l'ajustement introduit par le groupe d'officiers qui coopte son successeur, Pierre Buyoya, apaise les tensions politiques à court terme, mais ne répond pas aux attentes des jeunes générations dont l'horizon dépasse désormais l'enjeu des recompositions politiques de l'indépendance.

Que ce bilan contrasté ait donné lieu à des échanges approfondis et sans détour avec Jean-Baptiste Bagaza, qu'il en ait profité pour raconter des épisodes méconnus et livrer bien des informations inédites fait de ce long témoignage sur les dix années qui ont transformé le Burundi un moment fort et rare.

André Guichaoua

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



Pierre Buyoya

La politique de l'unité nationale, socle de Buyoya I^{er}

La restriction des libertés publiques et de culte, le conflit Eglise-Etat, la crise de confiance, le mécontentement au sein de l'armée, etc. Tels sont les quelques facteurs à l'origine du coup d'Etat du major Buyoya contre le colonel Jean-Baptiste Bagaza.

Jeudi, 3 septembre 1987. Aucun signe ne présage le changement à Bujumbura : les bureaux, magasins, marchés, etc. ont ouvert comme d'habitude. Jean-Baptiste Bagaza, président de la 2^{ème} République du Burundi, participe depuis peu au sommet de la Francophonie dans la ville québécoise (Canada).

Au 'Grand bureau', lieu de rencontre par excellence de l'élite burundaise, les premières « rumeurs » sur un probable coup d'Etat commencent à circuler aux environs de 9h. Certains fonctionnaires « prudents » sont tentés de rentrer. Vers 9h30min, se souvient un retraité, l'information se répand un peu partout à Bujumbura : les bureaux ferment, les marchés se vident et les gens rentrent. Des engins militaires sortent de l'Etat-major.

Aux environs de 10h, la radiotélévision nationale est maîtrisée. A la radio, toutes les émissions sont suspendues laissant place à la musique nationale et classique. Le Comité

militaire pour le salut national s'apprête à prendre l'antenne.

Le discours annonçant le changement ne tarde pas. Une série de mesures dont le couvre-feu allant de 18h à 6h et la fermeture des frontières sont prises.

A la tête de l'Etat, le major Pierre Buyoya

Il n'a que 38 ans quand la hiérarchie militaire le porte à la présidence de la 3^{ème} République. Originaire de Rutovu, commune natale de son prédécesseur, Pierre Buyoya est apprécié à l'armée. Toujours calme et presque solitaire, il occupe le poste de G3. Il est chargé des opérations à l'Etat-major.

« Je n'ai jamais préparé de prendre le pouvoir », déclare-t-il. D'après lui, ce sont ses collègues militaires qui ont décidé de son sort en le plaçant à la tête du Comité militaire pour le salut national. En outre, le nouveau président de la République est classé parmi

les officiers les mieux formés. Il a été d'abord à l'Ecole royale militaire en Belgique, puis à l'Ecole militaire de Saint-Cyr en France. En Allemagne, M. Buyoya a fait l'Ecole de guerre. Plus tard, il fera l'Algérie. A la fin de ses études, son travail de mémoire porte alors sur la cassure des noyaux de résistance.

Une sorte de préparation à prendre le pouvoir plus tard ? Le sénateur à vie rétorque que non : « Quand j'ai travaillé sur ce sujet, c'était longtemps avant, en 1974. Je n'ai jamais conçu des projets en vue de renverser les institutions. »

D'ailleurs, l'ancien président de la République fait savoir qu'à l'époque, il entretenait de très bonnes relations avec le colonel Jean-Baptiste Bagaza, son prédécesseur. En témoignent les différents postes qu'il occupait sous le régime Bagaza.

En politique, il est aussi gâté parce qu'il figure parmi les rares officiers membres du comité central de l'Uprona, parti unique à



PIERRE BUYOYA ET ADRIEN SIBOMANA, PREMIER MINISTRE HUTU DU PREMIER GOUVERNEMENT PARITAIRE LORS D'UNE VISITE À LA SOSUMO

l'époque. « J'ai été élu lors du congrès de l'Uprona tenu à Gitega en 1979 », se souvient Pierre Buyoya.

Le vent du changement

À l'origine du coup d'Etat contre le régime du colonel Bagaza, Pierre Buyoya brandit la violation des libertés publiques : « Lors des conférences publiques entre le président Bagaza et les cadres de l'Etat, ces derniers n'ont cessé d'exprimer leur mécontentement face aux emprisonnements abusifs, à la révocation injuste des citoyens, etc. » Par conséquent, une véritable crise de confiance entre lui et l'élite s'est installée.

Le conflit Eglise-Etat, poursuit-il, amenuise les relations entre le pouvoir et le Vatican. La crise économique frappe à la porte : « La décision de renvoyer une bonne partie des hommes de troupe au chômage crée des frustrations à l'armée. »

À l'époque, Pierre Buyoya rappelle que les coups d'Etat étaient le seul moyen d'opérer le changement à la tête de l'Etat. Il fallait donc quelqu'un pour l'assumer : « Quand mes collègues militaires m'ont proposé, je ne pouvais pas les décevoir. »

Une fois le changement opéré, le président de la 3ème République indique qu'il s'est

attelé principalement à la normalisation de la situation et à l'analyse des problèmes de fond notamment ceux liés à la politique : « La politique de l'unité nationale a fortement marqué notre passage au pouvoir pour l'intérêt des générations présentes et futures. » Les années 1986- 1987, reconnaît-il, étaient une période difficile dans la gestion du pouvoir. La politique de l'ajustement structurel est à ses débuts au Burundi et en Afrique.

Ntega-Marangara, un tournant historique

15 août 1988, Pierre Buyoya est à peine à une année de sa gouvernance lorsque la crise de Ntega-Marangara, deux communes frontalières du Rwanda dans les provinces de Ngozi et Kirundo, éclate.

Pour le président Buyoya, il s'agit d'un véritable piège tendu par les opposants poli-

« La décision de renvoyer une bonne partie des hommes de troupe au chômage crée des frustrations à l'armée. »



tiques de Bujumbura notamment le mouvement Palipehutu-Fnl opérant à partir du Rwanda.

Le sénateur parle du signal, d'un message fort des opposants pour dire qu'ils sont là : « Si le nouveau pouvoir devait aborder la question ethnique, il fallait qu'ils soient associés. » M. Buyoya constate que

son régime a très vite compris : « Nous l'avons gérée de manière à préserver notre vision de départ. Ces événements ont été un tournant dans la gestion du problème ethnique au Burundi. »

À ce moment-là, Pierre Buyoya se souvient que les gens gardaient les mauvais souvenirs des événements de 1972. Selon lui, les hutu et les tutsi avaient tous peur d'être massacrés. Conscient des dangers qui guettaient le pays, il prend des mesures qui



PIERRE BUYOYA
JE N'AI JAMAIS
SU QUE LE
FRODEBU
PRIVILÉGIAIT LA
TRANSITION

s'imposent pour arrêter les massacres : « Si le pouvoir n'était pas intervenu à temps, le pays aurait été embrasé. Je ne sais pas où nous en serions aujourd'hui. » Il se réjouit d'avoir échappé au piège. Alors que certains parlent d'une intervention militaire disproportionnée, M. Buyoya rétorque qu'il est difficile de mesurer les proportions : « Nous avons limité les dégâts. »

L'ouverture malgré les résistances

« Nous avons été traités de tous les noms à la crise de Ntega-Marangara », déclare Pierre Buyoya. Certains, se rappelle-t-il, ont attribué l'attaque au gouvernement.

Pourtant, le lendemain, l'opinion assiste à un jeu d'équilibre au niveau des nominations dans plusieurs secteurs. Le président Buyoya est en face de deux oppositions interne et externe au parti Uprona. Toutefois,

à travers un dialogue inclusif, les protagonistes arrivent à exposer leurs divergences.

Du côté hutu, l'opposition s'exprimant à partir de l'extérieur a toujours qualifié les chantiers politiques entrepris comme de la poudre aux yeux. Dans le camp tutsi, des radicaux estimaient que son régime donne la part belle aux hutus, qu'ils sont bien traités de façon non justifiée après tout ce qui venait de se passer au nord du pays.

Dans ce genre de situation, le sénateur à vie signale qu'on ne peut pas avoir une situation figée : « C'est impossible de passer des méfiances extrêmes à la convivialité totale sans transition. »

L'ouverture, assure-t-il, a été faite compte tenu de la spécificité de chaque domaine. Au gouvernement et dans l'administration, Pierre Buyoya précise que l'ouverture est

facile contrairement à l'armée : « Pour être officiers, il faut nécessairement passer par l'Iscom, c'est pourquoi nous avons ouvert largement cette institution. »

Côté hutu, l'élite estime que le moment n'est pas encore propice pour intégrer l'armée.

Côté tutsi, l'ouverture est vue d'un mauvais œil parce que l'armée était presque leur chasse gardée.

Anecdote : Pierre Buyoya fait savoir qu'il a été surpris comme tout le monde d'ailleurs de voir qu'il y avait à l'armée, beaucoup plus de Hutus qu'on ne le pensait (fou rire, ndlr).

La Baule et le processus de démocratisation

« La politique de l'unité et de la réconciliation nationale et l'ouverture sont deux éléments importants qui nous ont permis d'entrer dans le processus de démocratisation », confie Pierre Buyoya.

Il reconnaît que la démocratisation a été inspirée de l'extérieur aux Africains en général et aux Burundais en particulier : « Nous n'avons pas subi le sommet France-Afrique de La Baule mais nous nous sommes adaptés au contexte politique de l'heure. »

L'ancien président de la République se veut sincère : « On ne pouvait pas échapper ou faire fi des conclusions de La Baule. L'ignorer aurait causé beaucoup plus de dégâts. »

Il a été dit que l'armée aurait manifesté une résistance farouche au processus de démocratisation. Cependant, Pierre Buyoya témoigne que la résistance est venue plutôt de la partie civile : « Il ne faut pas qu'on se voile la face, beaucoup de Burundais ne voulaient pas le multipartisme, ils avaient peur. »

Au regard de la dégradation de la situation politico-sécuritaire après les élections de 1993, M. Buyoya estime que les contestataires n'avaient pas tort.

En outre, il a été dit que l'ancien président de la République aurait commandité une étude sur les possibles comportements de l'armée par rapport à la démocratisation. D'après lui, c'était pour anticiper les événements : « En terme de gestion, cet exercice était utile, il permet de voir comment s'adapter au nouveau contexte. »

Certains regrettent que l'étude ne soit pas rendue publique. Et Pierre Buyoya de rétorquer que le document était confidentiel, interne à l'armée. Néanmoins, il fait savoir qu'il y a une certaine procédure pour accé-

der à ce genre de documents : « Certains chercheurs avisés s'en sont procurés. »

Elections de 1993, une précipitation ?

Dans les rangs du parti Frodebu de feu président Melchior Ndadaye, on accuse le major Buyoya d'avoir refusé une période de transition pour préparer les esprits avant les élections. Mais Pierre Buyoya le réfute. Sans vouloir engager des polémiques avec qui ce soit, il signale que le calendrier du processus de démocratisation a été discuté avec les partis d'opposition dont le Frodebu : « On ne leur a pas imposé. Nous avions chacun notre point de vue. Nous nous sommes mis ensemble pour tout fixer. »

M. Buyoya indique que la colère a monté quand la situation a mal tourné, à l'assassinat de Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu. Par contre, le sénateur à vie estime que le danger ou le pire était d'attendre encore longtemps : « Le processus de démocratisation aurait plutôt chaviré. »

Il persiste et signe qu'il n'a jamais su que le Frodebu aspirait à la transition. Avec les tentatives de coup d'Etat de 1989 et 1992, analyse-t-il, il y avait des raisons pour aller vite.

« Je voudrais bien discuter avec ceux-là qui m'accusent d'avoir refusé la cogestion de la transition, s'ils me trouvent des preuves, je vais m'incliner », parie Pierre Buyoya.

Les élections de 1993, un échec ?

Les débuts de la démocratie s'annoncent mal. En juin 1993, Melchior Ndadaye, candidat du Frodebu, remporte les élections. Avant même qu'il ne soit investi, il échappe de justesse à deux tentatives de putsch.

Le nouveau pouvoir s'installe mais ne fera pas long feu. Le 21 octobre 1993, c'est la date fatidique : les institutions démocratiquement élues sont décapitées : Melchior Ndadaye et plusieurs de ses proches collaborateurs sont assassinés.

Dans ce coup de force sanglant, des proches de Pierre Buyoya sont pointés du doigt. Ce dernier se réserve le droit d'établir les responsabilités des uns et des autres. Il affirme cependant qu'il y a eu encore une fois des résistances causées par la peur contre le nouveau régime qui ne maîtrisait certainement pas la situation : « Les résistances ne manquent jamais. Il faut tout simplement savoir les gérer. » Le processus de démocratisation



tisation est aux yeux de certains un échec, un refus de l'alternance politique au sommet de l'Etat. M. Buyoya le reconnaît également : « L'alternance, ce n'est pas quelque chose de simple. »

Il affirme son échec aux élections mais précise que lui et son parti ont décidé de céder publiquement le pouvoir aux vainqueurs : « A ce niveau, nous avons réussi sur le plan local et international parce que nous étions parmi les rares pays africains à nous présenter aux urnes. »

A TROIS ANS DE LA
PRISE DU POUVOIR
PAR LE PRÉSIDENT
BUYOYA, LE PAPE
JEAN PAUL 2 VIS-
ITE LE BURUNDI, UN
SIGNE QUE LES RE-
LATIONS ENTRE LE
POUVOIR ET L'EGLISE
SONT BONNES.

Buyoya II : crainte du retour de Bagaza ou du génocide ?

L'embargo imposé par les pays de la sous-région contraint Pierre Buyoya au dialogue. Selon lui, cette période aura été des plus difficiles à gérer mais il en sortira vainqueur.

Après l'assassinat du président Ndaye, le pays plonge dans des difficultés énormes avec un processus embourbé de négociations : Kajaga, Kigobe, San Egidio et Arusha.

A Bujumbura, des jeunes manifestent à longueur de journées pour réclamer le départ de Sylvestre Ntibantunganya. Dans leurs slogans, transparait le soutien à l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza. Pourtant, l'armée choisit le major Buyoya. Il revient aux commandes le 25 juillet 1996.

« J'ai été embarqué dans ces événements », déclare M. Buyoya. Il vient fraîchement de rentrer de sa recherche aux Etats-Unis quand quelques personnalités et la société civile le sollicitent de reprendre le pouvoir. Selon lui, il exige l'unanimité de la classe politique et des défenseurs des droits sur sa personne. Ces derniers lui donnent leur accord.

« Face à une situation de confusion totale, le pouvoir presque dans la rue, l'insurrection, le pire étant à venir, les gens estimaient que j'étais le meilleur interlocuteur avec le monde extérieur », explique M. Buyoya pour justifier son deuxième coup de force. Par ailleurs, raconte-t-il, il avait gardé son statut d'ancien chef d'Etat qui a conduit le pays à bon port.

Le retour à la paix et la relance du processus de démocratisation deviennent son cheval de bataille.

La plus grande menace, d'après lui, ce n'était pas le président Bagaza mais le chaos qui pouvait survenir : « Je craignais que deux ans après le génocide au Rwanda, le Burundi ne tombe dans les mêmes travers. »



LE MÉDIATEUR NELSON MANDELA ACCUEILLI À BUJUMBURA PAR PIERRE BUYOYA. UNE VISITE AU PAYS EN VUE DE S'ENQUÉRIR DE LA MISE EN APPLICATION DE L'ACCORD D'ARUSHA

La menace, insiste-t-il, était réelle. Il fait savoir qu'il a engagé un grand débat avec des hauts gradés de l'armée dont Firmin Sindayihebura, ancien ministre de la Défense : « Le contexte était au-delà du jeu entre individus. » Sinon, M. Buyoya indique qu'avec son statut d'ancien chef d'Etat, il était dans une situation plus confortable que de retourner aux affaires.

Résistance à l'embargo, preuve de souveraineté nationale

31 juillet 1996, les pays de la sous-région imposent l'embargo. Le peuple burundais l'endure pendant 3 ans. La couverture vaccinale passe de 80% à 30 % entre 1996 et 1998, l'inflation atteint 31% contre 8% avant 1996 et le taux de scolarisation baisse 20%.

D'aucuns se demandent comment Pierre Buyoya a tenu le coup et pourquoi il n'a pas lâché le pouvoir.

De cette période, Pierre Buyoya retient qu'elle a été la plus difficile à gérer mais pleines de leçons, une période dont il reste toujours fier. Pour lui, l'embargo était la réaction négative, une sorte de frustration de l'extérieur, des gens engagés dans un pro-

cessus de résolution de la crise burundaise à travers l'intervention militaire étrangère.

Or, cette intervention était perçue par certains comme une occasion de mater l'armée, d'en découdre avec une ethnie au profit de l'autre. En l'absence de toute alternative, Pierre Buyoya aura accepté toutes les conséquences à la place du génocide.

Vingt ans plus tard, au vu de ce qui se passe en Centrafrique, au Mali et ailleurs, Pierre Buyoya constate que le Burundi avait raison de refuser : « Nous avons pris un engagement national en refusant de plonger le pays dans les massacres. »

Le Burundi, un petit pays, ajoute-t-il, a démontré sa capacité de survivre à des pressions extrêmes : « Nous avons refusé de nous plier aux menaces et défendu notre souveraineté. Tous les Burundais devraient en être fiers. »

Néanmoins, l'ancien président de la République estime que ces pressions ont eu également un impact positif : « Elles nous ont contraints aux négociations tant souhaitées par nos adversaires politiques et la Communauté internationale. »

Anecdote : en visite à Kigali, le président

Buyoya s'entretient avec son homologue rwandais Pasteur Bizimungu en compagnie de Paul Kagame, son vice-président. M. Bizimungu s'étonne que la vie coûte moins cher à Bujumbura qu'à Kigali alors que le Burundi est sous embargo. Et de lui demander le secret.

Le dialogue

Octobre 1996, les pourparlers politiques sont enclenchés secrètement à Sant' Egidio. « Les forces politiques d'obédience tutsi sont très farouches aux négociations qu'il est strictement interdit d'utiliser ce vocable au pays », se souvient Pierre Buyoya. Pour parler de négociier, le pouvoir utilisait le mot 'dialogue' : « C'est à une année plus tard, en août 1997, quand le secret de Sant' Egidio a été brisé que la résistance à la négociation tombe. »

Une économie souffrante malgré les avancées politiques

De 1987 à 1993, Pierre Buyoya estime que cette période a été caractérisée par la prospérité économique. A l'époque de l'ajustement structurel, le Burundi est considéré comme un bon élève de la Banque Mondiale (BM) : plusieurs réformes sont opérées, beaucoup de projets financés. En 1992, le Burundi atteint le taux de croissance jamais connu de 5%, des infrastructures sont construites, etc.

De 1996 à 2003, l'économie va mal mais pas elle ne s'effondre pas. Le pouvoir se bat pour continuer à payer les salaires des fonctionnaires, l'armée et la police sont équipées malgré la crise.

Le gouvernement a fourni tous les efforts pour payer la Banque Mondiale et le Fonds monétaire. En retour, en 2004 ou 2005, le Burundi a bénéficié de la remise de ses dettes assez rapidement parce que malgré la guerre, tout ne s'était jamais détérioré. Pierre Buyoya se veut sincère : « Pour mon deuxième mandat, le pays n'a pas réalisé de grands projets économiques puisque les circonstances ne le permettaient pas. »

Un hommage aux collaborateurs

Tous les succès enregistrés, Pierre Buyoya insiste qu'il les doit à la compétence et au dévouement de ses proches collaborateurs : « Il ne suffit pas au leader d'avoir une vision, il lui faut également un entourage capable. »

Comment les choisissait-il ? Il n'y a pas de méthodologies universelles, riposte le sénateur à vie.

D'après lui, c'est facile à l'armée puisque là on ne s'improvise pas. Les meilleurs, les plus compétents se distinguent très facilement parce qu'il y a un système de sélection assez strict : « Nous avons épargné au pays la guerre civile parce qu'on avait encore des officiers bien formés, compétents avec qui je partageais la vision et les objectifs à atteindre. »

Quant aux civils, c'est au chef d'opérer un bon choix, de les animer et de les orienter : « Je ne peux pas dire que j'ai réussi à 100%, il y a des collaborateurs qui se sont mal comportés. Il faut pouvoir le voir et les remplacer. »

Entre autres proches collaborateurs, la population. Le président Buyoya lui donne une mention spéciale : « Il n'y a pas une seule zone du Burundi que je n'ai pas visitée. Si la politique de l'unité nationale et de la réconciliation a réussi, le rôle de la population est incontournable. »

Du processus de négociation d'Arusha, l'ancien président retient de la population burundaise la bonne collaboration : « Les mêmes débats d'Arusha étaient transférés au fin fond du pays pour éviter qu'il y ait de la manipulation. »

Quant à la fonction de sénateur à vie, M. Buyoya apprécie que le peuple reconnaisse que même après les fonctions au sommet du pouvoir, les anciens chefs d'Etat restent au service du peuple. Et de promettre qu'à chaque fois qu'il sera disponible, il jouera son rôle au Sénat.

Elyse Ngabire

« Il ne suffit pas au leader d'avoir une vision, il lui faut également un entourage capable. »



Pierre Buyoya, un putschiste « démocrate » ?

Ses deux séjours à la tête du pays, son implication maintenue dans les enjeux africains et burundais, les polémiques sur sa personne, les politiques qu'il a menées, etc. font de M. Buyoya, un ancien président de la République différent des autres.

Lorsqu'il est interrogé sur ses deux coups d'État, le président Buyoya assume cette étiquette de putschiste au travers d'une formule désormais consacrée : « Ce n'est pas comment on arrive au pouvoir qui est le plus important, mais comment on le quitte ».

Au regard de la violence qui souvent accompagne les coups d'État et du peu de respect accordé aux cadres constitutionnels par la plupart de ses pairs sur le continent, la formule est sans conteste forte et juste. En 1987, lorsqu'il est installé au pouvoir par un comité militaire similaire à celui qui a déjà coopté son prédécesseur issu de la même province et colline, on pourrait même assimiler l'alternance à un banal remaniement gouvernemental suite à l'usure d'une équipe en place depuis plus de 10 ans. Mais ce que les Burundais retiennent de ce premier mandat n'est pas là. En raison du déclenchement des massacres interethniques dans le nord du pays en 1988, il ne pouvait plus se limiter à assurer la continuité de l'ordre politique et gestionnaire autoritaire en place depuis le début de la seconde République.

L'ouverture et la transition démocratiques posent d'emblée la question du dépassement des exclusives ethniques et régionales et s'élargissent aux libertés politiques. En organisant, cinq ans après, les premières élections démocratiques dans un cadre multipartite, Pierre Buyoya pense recueillir l'adhésion à sa candidature de tous ceux qui souhaitent une ouverture politique « maîtrisée », mais il n'a pas pris la mesure de la volonté majoritaire de s'émanciper de la mainmise des élites militaires tutsi de Bururi sur le pays. Bien que défait, la passation digne des pouvoirs conforte sa stature de démocrate.

Buyoya 2 : offensives, répressions, négociations

Il en va différemment en 1996 lorsqu'il reprend le pouvoir, car il s'agit bien là d'un coup d'État qui abolit les derniers vestiges du cadre légal qu'il avait lui-même installé.

Cadre partiellement anéanti dès octobre 1993 lors de l'assassinat du président Melchior Ndadaye et des principaux dignitaires du Frodebu, puis bafoué et contesté par les activistes de l'ex-parti unique Uprona, la base politique de Pierre Buyoya avec l'appui passif ou actif du commandement des forces armées. Au mois de juillet, l'armée met fin à la présidence de plus en plus virtuelle de Sylvestre Ntibantunganya et Pierre Buyoya s'installe pour sept nouvelles années à la présidence.

« Ce n'est pas comment on arrive au pouvoir qui est le plus important, mais comment on le quitte ».



Pendant deux ans, il conduit de puissantes offensives contre les mouvements de la rébellion pro hutu. Parallèlement, il mène une politique active de répression et de regroupement des populations civiles pour briser leurs soutiens populaires. Il reconnaît finalement l'impossibilité de vaincre et engage l'ouverture de négociations.

L'Accord d'Arusha d'août 2000, ouvre une nouvelle période de transition. En avril 2003, Domitien Ndayizeye (Frodebu) lui succède avant que ne se tiennent les deuxième élections générales démocratiques organisées au Burundi. Par rapport à 1993, les élections de 2005 introduisent des garanties constitutionnelles longuement négociées de « partage du pouvoir » dont la

pièce maîtresse est l'armée intégrée à parité hutu/tutsi.

Depuis lors, ces deux retraits du pouvoir, bien atypiques et éminemment honorables, lui ont valu d'être sollicité à de nombreuses reprises dans les équipes d'observateurs internationaux chargées du suivi des élections dans les pays africains. Il participe aussi à des missions internationales de maintien de la paix et de médiation dans le cadre des institutions régionales africaines et/ou onusiennes.

Ce faisant, Pierre Buyoya demeure toujours bien présent sur la scène publique burundaise parce que ses mandats internationaux supposent souvent l'aval et le soutien des autorités en place. Mais aussi lorsque son ascendant est requis pour maintenir la subtile alliance au sommet de l'État entre le Cndd-Fdd et l'Uprona officiel. Il le demeure enfin au travers du réseau de ses proches, car Pierre Buyoya est un homme fidèle vis-à-vis des siens et de ceux avec lesquels il a œuvré, militaires et civils.

Un homme respecté et controversé

Cette brève présentation permet de comprendre les raisons d'une réputation contrastée. Dans la lignée des officiers tutsi de Bururi qui ont contrôlé le pays de 1966 à 1993, il a été promu pour assurer la continuité ou le retour au pouvoir d'un « camp » ethnique et politique.

Puis, dans les deux cas, après avoir joué un rôle déterminant pour fixer les conditions de la passation du pouvoir, il est devenu celui qui l'a cédé au camp adverse après avoir été désavoué par les urnes au terme d'élections multipartites qui restent depuis lors gravées dans la mémoire populaire. Attendues avec ferveur par la population, elles ont été marquées par une très large participation des électeurs et se sont déroulées dans des conditions de parfaite transparence.

Le voilà donc en porte-à-faux vis-à-vis de son « camp », accusé par beaucoup de l'avoir trahi à deux reprises avec ses ouvertures politiques intempestives. Si l'on poursuit l'analyse dans la logique des camps, il est tout aussi évident que les partisans des pouvoirs « hutu » (Frodebu puis CNDD-FDD) sortis vainqueurs des deux scrutins démocratiques inclusifs de l'histoire du pays, ne sont pas prêts d'oublier le prix payé et les luttes qui ont permis de mettre fin à la succession des régimes militaires en 1993 puis en 2003 après une très meurtrière guerre civile. Ainsi, tout laisse penser que bien qu'estimable, son bilan en matière d'avancées démocratiques demeurera durablement disputé.

**André Guichaoua, professeur
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne**



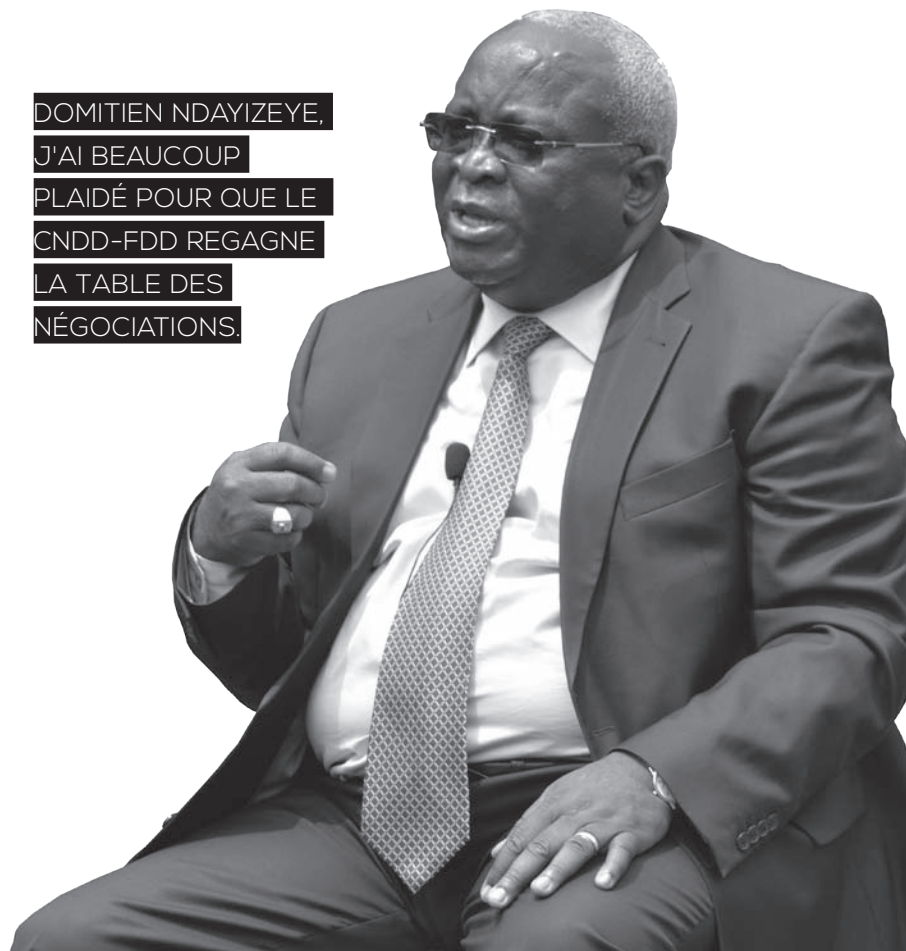
Domitien Ndayizeye

Celui qui ramena le Cndd-Fdd à la table des négociations

Après Arusha, Frodebu, son parti, le porte d'abord au poste de vice-président de la première période post-transition, puis à la présidence de la République. Les temps sont durs. Il doit amener la rébellion à la table des négociations. Il réussit avec le Cndd-Fdd, pourtant, le Palipehutu-Fnl lui donne du fil à retordre.

1 1 mai 1972, à deux semaines de la fameuse crise. Le pays est à feu et à sang. Le jeune Domitien Ndayizeye n'a que 19 ans et étudie à l'Ecole Technique de Kamenye ETS en 1ère A2 Section Electronique. Il hésite à fuir mais se résout à quitter le pays avec deux de ses camarades de classe : un certain Muramba, congolais et Jacques Kenese, président du parti Fnl, Iragi rya Gahutu Rémy. Le jeune Ndayizeye vient d'apprendre

**DOMITIEN NDAYIZEYE,
J'AI BEAUCOUP
PLAIDÉ POUR QUE LE
CNDD-FDD REGAGNE
LA TABLE DES
NÉGOCIATIONS.**



que cinq membres de sa famille viennent d'être arrêtés et exécutés sur le champ à Kayanza, sa province natale. Raison de plus de ne pas rester.

La route Gatumba grouille de militaires. L'adolescent Ndayizeye compte sept barrières : « Il faut agir avec doigté, sinon, ils vont se faire attrapés. » Toutefois, cette première tentative échoue. Ils sont arrêtés au niveau de la rivière Rusizi, à la route menant à la frontière burundo-congolaise. Quelqu'un les a filés et menace de les livrer aux éléments de la Jeunesse Révolutionnaire de Rwagasore (JRR). L'équipe fait demi-tour parce qu'elle est identifiée. Ils restent cachés pendant trois jours.

14 mai 1972, ils parviennent à s'enfuir. Ils atteignent la RDC (ex Zaïre) et s'installent au domicile des parents de Muramba. Au départ, président Ndayizeye précise qu'ils sont deux élèves burundais chez les parents de Muramba : « Peu de jours après, nous sommes une trentaine. Nous avons dû chercher tous les moyens possibles pour peser moins sur la famille qui n'avait pas beaucoup de moyens de nourrir tout ce monde-là bas. »

« Nous avons travaillé dans les champs, creusé des toilettes, etc. L'essentiel étant pour nous de sauver notre vie. »

Pour avoir à manger, Domitien Ndayizeye témoigne sans gêne : « Nous avons travaillé dans les champs, creusé des toilettes, etc. L'essentiel étant pour nous de sauver notre vie. »

De Bukavu en Belgique

Juillet, 1972. Ils s'en vont pour Bukavu. Ils sont accueillis au Centre Jean 23 où

ils rencontrent beaucoup d'autres jeunes étudiants. Ils y passent deux mois et font des démarches pour trouver les moyens de continuer leurs études : « C'est difficile parce que les écoles techniques zaïroises n'octroient pas de bourses d'études comme c'est le cas au Burundi. » Ils y rencontrent leurs anciens professeurs qui résident là. Ils les aident à trouver une façon de bénéficier de la bourse : « Nous y avons droit parce que nous nous sommes exilés alors que nous sommes en 1^{ère} année A2 comparable à la fin du cycle secondaire supérieur des humanités. »

Au mois d'octobre, l'Association Générale pour la Coopération et le Développement Belge (AGCDB) répond favorablement à leur requête. Ils vont poursuivre leurs études en Belgique.

« C'est une aubaine pour nous évidemment », déclare le sénateur à vie. Les documents de voyage, précise-t-il, il faut les chercher à Kinshasa : « C'est le Centre Jean 23 de Bukavu qui se charge de tout ce qui est logistique pour que nous puissions être en ordre. »



LE JEUNE NDAYIZEYE EN BELGIQUE OÙ IL A SUIVI SA FORMATION EN INGÉNIORAT INDUSTRIEL. À CÔTÉ DE LUI, JACQUES KENESE.

L'ingéniorat industriel et la politique

Quand le jeune Ndayizeye s'envole pour la Belgique, il termine l'école secondaire et entre à l'Université. Il y décroche un diplôme d'ingénieur industriel. Et du coup, il commence à s'intéresser à la politique.

En Belgique, il s'adapte très vite. « C'était facile parce qu'à l'ETS Kamenge, j'étais en 1ère année A2 section électronique. Et là, je choisis la section électromécanique », déclare le président Ndayizeye.

1975, il termine l'école secondaire. Pourtant, la vie se complique. Le gouvernement de Bagaza, raconte-t-il, supprime sa bourse : « Je lui ai écrit pour lui demander de la prolonger parce que j'étais brillant en classe, il faut le dire j'étais 1er ou 2ème de classe en vain. » Au lieu de l'aider pour poursuivre ses études, le ministre de l'éducation nationale de l'époque lui recommande de rentrer : « Je refuse parce qu'il était encore tôt. » Il décide de se payer l'université en faisant des jobs : « C'est dur d'étudier en travaillant. » Mais il tient le coup.

Il se fait inscrire à l'Institut Don Bosco, une école supérieure d'ingénieurs techniciens. Il y passe quatre ans, consacre une année supplémentaire et sort avec un diplôme d'ingénieur industriel. Pendant qu'il étudiait, il faisait aussi un peu de politique parce qu'en tant que réfugié, la situation de son pays le préoccupait aussi : « Il y avait beaucoup de débats entre les étudiants burundais vivant en Belgique et ceux d'ailleurs par rapport aux événements de 1972. Je suis entré dans la cadence. »

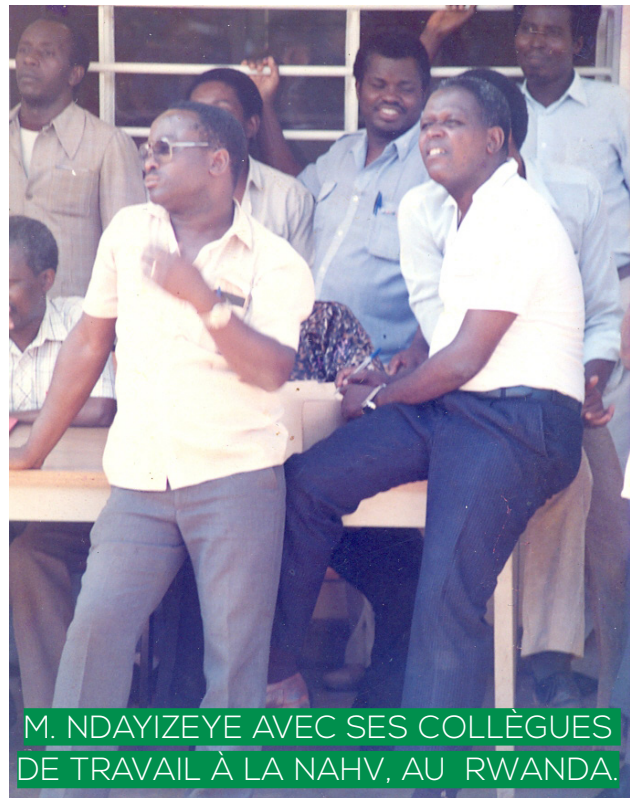
A la tête de ce mouvement, se souvient-il, un certain Nelson Ndiye et Simplicie Singirankabo : « J'estimais que leur approche d'associer même des Tutsis pour aborder le problème burundais était positive parce que certains parmi les réfugiés, avaient été sauvés par des Tutsis. »

Le retour au Rwanda

A la fin de l'ingéniorat, l'ex-président de la République demande la prolongation de la validité de son passeport mais la Communauté des Pays des Grands Lacs (CPGL) le lui refuse. Selon M. Ndayizeye, il y avait des conventions de sécurité qui avaient été signées entre les pays membres dont le Burundi et le Zaïre (actuel RDC) : « L'Ambassade du Congo a été très difficile si bien que j'ai passé environ 2 ans avec des papiers qui n'étaient pas en ordre. »

Il proteste jusqu'aux Nations Unies au niveau du Haut Commissariat des Réfugiés. Il accuse le Congo de soutenir le Burundi dans l'irrégularité : « Il n'y avait aucune raison à ce qu'il ne prolonge pas la validité de mon passeport puisque j'étais un étudiant régulier. »

Ne pouvant pas retourner au Congo de peur d'être rapatrié de force ni rester en Belgique sans papiers, son choix porte sur le Rwanda. Selon le sénateur à vie, il y va avec l'idée que si là bas ça ne marche pas, il s'installera en Tanzanie et si en Tanzanie, il s'avère impossible d'y vivre, il essaiera avec le Mozambique. S'il



M. NDAYIZEYE AVEC SES COLLÈGUES DE TRAVAIL À LA NAHV, AU RWANDA.

échoue, il compte retourner en Belgique et vivre comme une taupe.

Au Rwanda, il rencontre un ami qu'il avait aidé en Belgique. Domitien Ndayizeye avec sa franchise de toujours expose son problème : « Je ne savais pas que je m'adressais à l'un des hommes forts du Rwanda. » Dans deux semaines, il est engagé à la sûreté rwandaise : « On m'a donné comme 1er examen la réparation des machines. J'ai travaillé pendant 5 jours et toutes les machines marchaient bien. J'étais retenu parce qu'ils venaient de tomber sur l'oiseau rare. »

D'où viens-tu, que fais-tu au Rwanda, où est-ce que tu te cachais ? Telles sont les questions auxquelles Domitien Ndayizeye doit répondre sans tarder aux collègues rwandais.

Mais très vite, ils deviennent des copains : « Ils me donnent des pistes pour bénéficier du statut de réfugié au Rwanda, me recommandent de déposer mon passeport de réfugié au Haut-Commissariat pour les réfugiés au Congo. » Il s'exécute et la question du statut de réfugié au Rwanda est réglée.

L'illusion

Contrairement à ce que pense une certaine opinion que les hutus qui vivaient au Rwanda, sous le régime Habyarimana, bien traités, Domitien Ndayizeye conteste. Il affirme qu'ils subissaient beaucoup d'injustices. Mais en politique, ils sont à l'aise...

Une fois recruté, l'ancien chef d'Etat estime que la stabilité constitue une priorité : « C'était mon 1er objectif. Il fallait que je connaisse d'autres Burundais mais le travail m'a occupé pendant huit mois. » C'est beaucoup plus tard, dit-il, qu'il pense à la création d'une section du mouvement pour l'émancipation et le progrès des Barundi.

Au Rwanda, M. Ndayizeye indique qu'il n'a pas un bon poste mais tant mieux pourvu qu'il ait un bon salaire.

« Certains pensent que les Burundais hutus qui étaient réfugiés au Rwanda étaient choyés parce que le pouvoir de Kigali était également dominé par des hutus, ce n'est pas vrai », insiste-t-il. Pour preuve, à la NAHV, alors qu'il est ingénieur, Domitien Ndayizeye est dirigé par quelqu'un qui a un diplôme des humanités générales. Il cherche que son salaire soit revu à la hausse et son supérieur lui dit : « Écoutez Nyakarundi, je sais bien que tu cherches à avoir des postes mais si tu veux ma place, dans 2 ou 3 jours, tu seras chassé. » A la fin de chaque année, témoignait-il, il voyait son salaire doublé et ne se contentait que de ça.

Un autre exemple, poursuit-il, c'est le cas de Salvator Toyi, ancien ministre des Finances, et de Léon Nimubona, un cadre très influent du parti Frodebu. A l'époque, ils travaillaient ensemble et M. Toyi était chef de division au ministère du plan rwandais : « Ce sont eux qui négociaient beaucoup avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. » Quand l'occasion d'aller en mission à New York se présentait, se rappelle l'ancien président de la République,

ce sont les Rwandais qui s'y rendaient à leur place si bien qu'à un certain moment, les gens de la Banque Mondiale ont exigé leur présence : « M. Toyi était une référence en termes de débats et discussions. »

Dans ces conditions, remarque-t-il, ils n'aspiraient que rentrer chez eux : « L'une des raisons de militer au sein du Frodebu, c'est essentiellement pour que je puisse rentrer. »

Du mouvement pour le progrès des Barundi au Frodebu

Quand il poursuivait ses études en Belgique, Domitien Ndayizeye avait eu l'occasion de rencontrer feu président Melchior Ndadaye : « Nous avons partagé quelques soucis politiques et nous émettions sur la même longueur d'onde. »

1992, Pontien Karibwami et Nephtali Ndikumana sont en visite au Rwanda.

« J'ai beaucoup souffert de l'exil. Je me rendais compte qu'on soit pauvre ou malheureux, il faut l'être chez soi. »



Ils cherchent des gens qui s'occupent du parti Sahwanya Frodebu. Ils tombent sur Domitien Ndayizeye et sur un certain Jean Batungwanayo. Au début, M. Ndayizeye fait savoir qu'il n'est pas trop emballé : « Je pensais plutôt à la création des mouvements de masse que de parti politique. » Après de longs débats, Mrs Karibwami et Ndikumana finissent par les convaincre.

Août 1993. Le sénateur à vie est content de rentrer définitivement au pays : « J'ai beaucoup souffert de l'exil. Je me rendais compte qu'on soit pauvre ou malheureux,

il faut l'être chez soi. »

Au Frodebu, on lui propose des postes mais lui, il a sa conviction : « Devenir homme d'affaires puisque l'Etat vit essentiellement de la perception des impôts et des taxes. Au lieu que l'Etat me finance, il faut que je le finance aussi. »

Toutefois, il reste en bons termes avec feu président Ndadaye : « Avant de mourir, je l'ai rencontré deux fois à son domicile. » Le coup d'Etat sanglant de la nuit du 21 octobre survient alors que Domitien Ndayizeye est en mission au Rwanda. Il y reste, ce n'est qu'à l'investiture du président Cyprien Ntaryamira qu'il regagne le pays.

« Il m'a personnellement serré la main, m'a proposé de rester parce qu'il avait besoin de moi », confie M. Ndayizeye. Encore une fois, Domitien Ndayizeye n'est pas tenté. Il est toujours hanté de devenir un homme d'affaires. En discutant avec des personnalités comme Christian Sendegeya, il reçoit tout un cérémonial de conseils comme quoi il faut respecter le président de la République et aider à stabiliser le pays.

Dans les 24 heures qui suivent, un décret présidentiel le nomme à la tête de la Police de l'Air et des Frontières (PAF). C'est de cette manière, précise-t-il, qu'il entre officiellement en politique. Aux négociations de Kigobe-Kajaga, il perd son poste à la PAF, il devient conseiller à la documentation nationale.

La cascade d'emprisonnements

21 janvier 1995. Domitien Ndayizeye est arrêté au niveau du pont Muha. Il est directement conduit à la police de Sécurité Publique (PSR) où il passe neuf jours avant d'être acheminé à la prison centrale de Mpimba. Selon M. Ndayizeye, il est poursuivi pour plusieurs « infractions » : être le commandant général de la rébellion du mouvement Fdd, avoir distribué des billets d'avion et des passeports illégalement et avoir attenté à la vie d'un certain Déo, président de l'association SOGEDEM.

Pour la première infraction, il est condamné à la peine de mort, condamnable pour cinq ans dans l'affaire des billets et passeports ainsi que la perpétuité sur l'attentat à la vie de Déo. Il saisit des avocats tous tutsis : feu Me Ntakiyica et Gédéon Mubirigi. Ils

plaident en la faveur de leurs clients : il est libéré 13 mois plus tard.

A sa sortie de prison en 1995, il jure de ne plus jouer à la politique : « Une année perdue alors qu'il n'a que de petits enfants était trop. » Cependant, le coup d'État de 1996 par le président Buyoya le révolte : « J'ai rédigé beaucoup de documents que j'ai envoyés à l'extérieur du pays pour contester. » Il est alors identifié par les services de renseignements du président Buyoya. En février 1997, une fouille perquisition est opérée à son domicile : « Ils ont pris tout le matériel du Frodebu et je suis conduit à la police. » Ils ont tout imprimé parce qu'encore dans cette histoire de rébellion, souligne-t-il, ils voulaient avoir beaucoup d'informations sur ses activités. Selon lui, ils ont voulu lui faire signer des documents comme étant ses propres documents : « J'ai dit non parce que ces documents appartenaient au parti. » Il est alors torturé car il refuse de signer de force : « J'avais des plaies un peu partout : dans le dos, sur les jambes, etc. » Il est également battu sérieusement jusqu'à ce que son oreille soit bouchée quand ses bourreaux lui exigent de soulever un seau rempli d'eau et ramasser des avocats qui sont dedans : « Cela était impossible évidemment. »

Le septième jour, ils lui interdisent toute visite. Un policier lui signale qu'un plan de l'éliminer physiquement est en cours de préparation. A 16 heures, il va être conduit dans la réserve naturelle de Rukoko. Il négocie avec le policier de garde pour parler à quelqu'un : son épouse. Il lui raconte tout et lui montre toutes ses blessures. Toutefois, il échappe de justesse à la mort et le dossier est classé sans suite.

« La plupart des gens accèdent à la thèse que c'est moi qui ai fait emprisonner Manisha ou alors que la cicatrice que j'ai au front, c'est à la suite des tortures que j'ai subies à la Police de Sécurité Publique, etc. Ce n'est pas vrai », signale-t-il. Cette cicatrice, révèle le président Ndayizeye, il l'a depuis l'âge de trois ans suite à un accident de vélo.

L'emprisonnement « hon- teux » et « vulgaire »

C'est de cette manière que le sénateur à vie qualifie sa dernière mise en détention à la prison centrale de Mpimba.

Novembre 2006. Il est convoqué par le président du sénat, Gervais Rufyikiri. L'ancien président de la République ne se doute de rien et se présente. Pourtant, quelques heures après, M. Rufyikiri lève son immunité et il est livré à la police. Selon lui, le



DOMITIEN NDAYIZEYE COMPARAÎT
AU PARQUET, DERRIÈRE LUI ALAIN
MUGABARABONA, SON "ACCUSATEUR."

pouvoir du Cndd-Fdd l'accuse de fomenter un coup d'Etat contre les institutions élues en 2005. Dans ce complot, est impliqué également Alphonse-Marie Kadege, son ancien adjoint. Pour rappel, le président Ndayizeye entretenait de mauvaises relations avec M. Kadege pour l'avoir limogé lorsqu'il voulait constituer un blocage à la mise en application de l'Accord d'Arusha.

Les deux seront incriminés pour la participation aux réunions à Rumonge, Ngozi, Muyinga, etc. : « Pendant toute une année, je quittais mon domicile pour aller au

bureau à White stone ou à Kayanza, ma province natale. Je n'ai jamais été ni à Ngozi ni ailleurs. » La seule fois qu'il s'est déplacé, dit-il, il est allé à Bururi à l'enterrement de Mgr Bernard Bududira.

Pour penser à faire un putsch, l'ancien président estime qu'il faut avoir au moins des militaires. Or, il n'avait que 34 militaires de sa garde qui se déplacent sur l'autorisation de l'autorité hiérarchique de l'armée. Après avoir constaté que ce coup monté ne tient pas, le pouvoir décide de le blanchir en 2007.

Arusha, fruit du partenariat politique

Domitien Ndayizeye figure parmi les ténors du parti Frodebu qui ont participé aux négociations d'Arusha. D'après lui, ce n'était pas de la mer à boire.

Juillet 1996. Le président Pierre Buyoya revient aux affaires en renversant le pouvoir de Sylvestre Ntibantunganya, du parti Sahwanya Frodebu. Selon M. Ndayizeye, d'une part, le président Buyoya estime que le parti de Melchior Ndadaye ne veut pas de lui. Ce qui est, souligne Domitien Ndayizeye, légitime d'ailleurs. D'autre part, une opinion reste convaincue que président Buyoya est impliqué dans le coup d'Etat contre Melchior Ndadaye, d'où la nécessité de négocier.

Lorsque Sylvestre Ntibantunganya occupait encore le fauteuil présidentiel, se souvient-il, il avait insisté à Mwanza sur des négociations inclusives. Arusha devrait donc englober non seulement le Frodebu mais aussi les autres formations de l'opposition y compris la rébellion armée : « Je disais à plusieurs reprises que tant que les démocrates n'ont pas encore trouvé une place dans les corps de défense et de sécurité, le Burundi n'aura pas de paix. »

Toutefois, il se pourrait, raconte-t-il, que M. Buyoya ne l'entendait pas de cette oreille : « L'ancien président tanzanien Mwalimu Julius Nyerere a envoyé à plusieurs reprises une délégation pour convaincre le pouvoir de Bujumbura sans succès. »

Une année après, le pouvoir de Bujumbura finit par céder. Le Frodebu est associé mais il se fait tapé sur les doigts par ceux qui avaient opté pour la confrontation armée, le mouvement Cndd-Fdd. Il le traite de tous les noms jusqu'à le qualifier de traître.

« Les militaires sont tous les mêmes », remarque M. Ndayizeye. Ils pensent toujours qu'ils vont gagner et ne se soucient pas des pertes en vies humaines : « Le Frodebu était préoccupé par ce qui se passait dans Bujumbura-rural, les gens qui mourraient tous les jours ainsi que la situation économique très précaire suite à l'embargo que la sous-région avait imposé au pays. »

Ainsi, naît l'idée du partenariat politique intérieur qui aboutit à Arusha. Même au sein du Frodebu, certains militants grincent des dents. Alors des tournées, témoigne l'ex-

président de la République, sont organisées en Suisse, Belgique, France, Allemagne, etc. pour expliquer : « Ce n'était pas la mer à boire. »

Arusha est organisé, se réjouit-il, de telle sorte que les acteurs politiques, le gouvernement, l'Assemblée nationale, des militaires ainsi que certains anciens chefs d'Etat y participent. Au départ, reconnaît Domitien Ndayizeye, c'est difficile parce que les gens ne se parlent pas. Plus les jours se passaient, plus des gens s'ouvraient : « Le dialogue, c'est la seule voie pour résoudre les tensions. »

Vive Arusha

28 août 2000. L'Accord d'Arusha est signé en présence de Bill Clinton, ancien président des Etats Unis et de Nelson Mandela, médiateur et ancien président de l'Afrique du Sud.

De retour à Bujumbura, le parti Frodebu porte Domitien Ndayizeye à la vice-présidence de la République, un poste très convoité par beaucoup d'Inziraguhemuka

« Je disais à plusieurs reprises que tant que les démocrates n'ont pas encore trouvé une place dans les corps de défense et de sécurité, le Burundi n'aura pas de paix. »

(militants du Frodebu, ndlr) : « Il n'y avait qu'une seule place qui devrait être occupée par une seule personne. Ce fut moi. » M. Ndayizeye va désormais cogérer le pouvoir avec Pierre Buyoya, président de la République.

Selon M. Ndayizeye, il travaille en parfaite harmonie avec le président Buyoya. Le secret, déclare-t-il, la sincérité. Déjà à la première réunion à la présidence de la République, M. Ndayizeye lui confie : « M. le président de la République, nous avons la mission de conduire le pays. Pour y arriver, nous avons besoin de gagner la confiance des Burundais, hutus et tutsis. S'il vous plaît, Monsieur le Président, soyez sincère avec moi. »

Avant de prendre toute décision, avoue-t-il, le président Pierre Buyoya devait me consulter : « Nous n'avons jamais eu de problèmes particuliers entre nous. » Des résistances, fait savoir Domitien Ndayizeye, viendront de l'entourage du président Buyoya qui souhaite qu'il prolonge son mandat. En effet, explique-t-il, Pierre Buyoya termine son mandat sans conclure l'accord de cessez-le-feu avec le mouvement Cndd-Fdd : « Son entourage conduit par Alphonse Marie Kadege craint donc qu'un président hutu ne travaille en étroite collaboration avec ce mouvement et lui cède tout aux négociations. »

La position de M. Buyoya tranche : « Je ne suis pas prêt à violer la Constitution, je dois passer le bâton de commandement à Domitien Ndayizeye, le 30 avril 2003. »

In vino veritas

A 18 mois d'assurer la présidence de la République, partage-t-il, le président Buyoya lui a demandé s'il est prêt à prendre la relève : « J'ai dit oui et il m'a posé la question de savoir pourquoi je n'entre pas déjà en contact avec l'armée. »

Pour M. Ndayizeye, alors vice-président, cela n'était pas facile parce qu'il ne les maîtrisait pas. Et de demander l'aide de M. Buyoya qui a accepté volontiers de le présenter.

Plus tard, Domitien Ndayizeye organisera lui-même une rencontre à son domicile à laquelle étaient conviés 11 généraux : « Il fallait que je sache quelle lecture les militaires font de moi, de ma future fonction de président de la République. »

Autour d'un verre, il demande à ces généraux de mettre leurs grades de côté et de renverser leurs montres. La question, elle est simple : « Que pensez-vous de Domitien Ndayizeye, futur président de la République

? Je ne suis pas quémandeur, si vous estimez que je ne mérite pas ce fauteuil, je suis prêt à prendre mon tournevis et si nécessaire, retourner chez moi à Kayanza. Il exige d'eux la franchise parce que fin des fins, il saura la vérité.

Domitien Ndayizeye apprend de ces généraux qu'ils prennent toujours le soin de l'enregistrer à toutes ses sorties. Il a tenu que les 11 tiennent chacun la parole. Et de lui révéler qu'il est leader politique constant

dans ses propos et franc : « Si vous avez envie de faire du mal à quelqu'un, vous le lui direz et vous le ferez. » C'est à partir de ce moment, dit-il, qu'il a été rassuré : « Nous avons commencé à échanger beaucoup plus franchement. » Cette démarche, insiste-t-il, est nécessaire quand on est en train de travailler avec des personnes clés. C'est pourquoi, quand il devient président de la République, il n'a jamais eu de problèmes avec les militaires jusqu'au processus de l'intégration de l'armée.

Le Cndd-Fdd à la table des négociations

La longue palabre d'Arusha devait s'accompagner de négociations avec les groupes armés. Domitien Ndayizeye a dû s'impliquer pour ramener le mouvement rebelle Cndd-Fdd à signer définitivement le cessez-le-feu.

Au début, se souvient le sénateur à vie, certains éléments des corps de défense et de sécurité opposent une résistance : « J'organise de longs débats pour trouver une issue. »

Il entre d'abord en contact avec Adolphe Nshimirimana, ancien patron du Service National des Renseignements (SNR). Ensuite, M. Ndayizeye cherche à parler avec le président du mouvement rebelle : « J'ai parlé avec lui au téléphone pendant 35 minutes. Je me suis fait traité de tous les noms, que je suis un proche collaborateur des tutsis. » Cela importe peu pour l'ex président de la République : « Même s'il entretient envers moi des propos désobligeants, je suis content de lui expliquer l'intérêt qu'il avait à négocier. » Le Cndd-Fdd souhaite poursuivre la guerre et le président lui propose d'intégrer l'armée. S'il estime que la population est pour lui, M. Ndayizeye promet d'organiser les élections : « Si vous êtes élus,



DOMITIEN NDAYIZEYE QUI CONDUIT LA 2ÈME TRANSITION SERRE LA MAIN DE PIERRE NKURUNZIZA FRAÎCHEMENT RENTRÉ DU MAQUIS.

vous allez diriger le pays. Au moins, on aura évité le pire à la population. » En outre, M. Ndayizeye tranquillise le Cndd-Fdd qu'il ne se fera pas élire. Il accorde à ce mouvement le temps d'y réfléchir. A son tour, des hommes forts du Cndd-Fdd se concertent et constatent finalement que le président Ndayizeye est un patriote. La décision de négocier est arrêtée. Les négociations commencent et se concluent plus vite que Domitien Ndayizeye l'attendait.

5 mai 2005 à Dar-Es-Salaam. M. Ndayizeye rencontre Agathon Rwasa, chef rebelle du mouvement Palipehutu- FNL.

Les élections avancent et le temps presse. M. Rwasa demande que le président lui accorde trois mois. D'après ce dernier, c'est impossible parce qu'il sera déjà parti : « Je rêvais de voir ce dernier mouvement rebelle intégrer les corps de défense et de sécurité. » Cependant, Agathon Rwasa lui apprend que ce n'est pas possible.

Le 26 août 2005, le président Ndayizeye passe le bâton de commandement à Pierre Nkurunziza, pour un mandat de...

Elyse Ngabire

Domitien Ndayizeye, un « président de transition »

Bien qu'ayant donné au Burundi quatre présidents de la République dont le premier de son histoire à être élu démocratiquement au suffrage universel, le FRODEBU, a toujours vu la légitimité de ses représentants contestée.

Président élu par la 'démographie' pour le premier, présidents 'par intérim' pour les deux suivants, président 'de transition' enfin pour Domitien Ndayizeye. Tous aussi se sont heurtés continuellement à l'hostilité ouverte d'institutions majeures (forces armées, justice...) demeurées sous le contrôle des adeptes désormais minoritaires des régimes militaires.

Domitien Ndayizeye a cependant eu à souffrir d'avatars particuliers. Par trois fois en effet, il connaît la prison. De février 1995 à mars 1996 tout d'abord, pour tentative présumée d'assassinat sur le dirigeant d'un mouvement tutsi alors qu'il est conseiller de l'administrateur général de la Documentation et des Migrations. Devenu secrétaire exécutif du FRODEBU, il est à nouveau arrêté et torturé pendant une semaine en février 1997 par la Police de sécurité publique après le coup d'État de Pierre Buyoya alors qu'il anime la résistance au pouvoir putschiste. Sous la présidence de Pierre Nkurunziza enfin, il est incarcéré d'août 2006 à janvier 2007 pour tentative de coup d'État !

Les interrogatoires et les séjours en prison l'ont profondément marqué. Comme tous les dirigeants du FRODEBU à l'époque, il connaît les risques de leur engagement. En effet, si entre octobre 1993 et mars 1994, le président Cyprien Ntaryamirararéussit à conserver sous son contrôle les ministères-clés de la Justice, de l'Intérieur et de la Sécurité publique, il n'en est plus de même au cours de la présidence tourmentée de Sylvestre Ntibantunganya, sans cesse menacé d'être démis de ses fonctions et plus encore après sa destitution. Harcelé, Domitien Ndayizeye, homme de dialogue courageux et profondément démocrate, apprend à faire de nécessité vertu car il a compris très tôt au contact permanent des violences qu'il n'existe pas d'autres voies pour sortir de la guerre civile que les négociations et les concessions réciproques.

Ainsi, lorsque sa légitimité de dirigeant du FRODEBU « de l'intérieur » fait de lui le candidat de l'opposition pour co-diriger la période de transition de trois ans à partir du 1er novembre 2001, il sait déjà qu'il ne pourra opposer que ses convictions à l'arrogance et au dédain que les hommes de guerre vouent à sa personne et à ses titres. Il sait aussi que la seconde période de 18 mois, quand il exercera les fonctions de chef de l'État après permutation avec Pierre Buyoya, sera la plus délicate car il s'agira de la phase finale des négociations avec les mouvements de rébellion armée. Phase où il lui faudra affronter les pressions et les soupçons constants des forces armées et des partis pro-tutsi.

N'ayant guère d'espace politique où s'exprimer en tant que vice-

Président du Président Buyoya, il consacre tout son temps à inviter et écouter les différentes forces en présence. Il analyse leur stratégie et leurs exigences, apprécie les rapports de force externes et internes et identifie leurs divergences. Nommé Président et boycotté par Pierre Buyoya qui concède son poste de Vice-président au très agressif président de l'Uprona, Alphonse-Marie Kadege, il est alors en mesure d'user pleinement de ses seules prérogatives fonctionnelles pour accompagner l'avancée des négociations entre des interlocuteurs épuisés par la guerre et obligés d'admettre leur incapacité de vaincre. En novembre 2003, il convainc les dirigeants du CNDD-FDD de rallier le processus de transition qui signent le 16 novembre à Dar es Salaam un accord de partage du pouvoir. Ses ministres intègrent le gouvernement de D. Ndayizeye le 23. Quelques mois après, c'est le Palipehutu-FNL qui négocie. À chaque étape, il fait prévaloir le réalisme et la fermeté vis-à-vis des divers protagonistes pour fixer des échéanciers raisonnables, obtenir des concessions acceptables et surtout faire aboutir sa vision des équilibres institutionnels futurs compatibles avec un cadre démocratique.

Certes, au terme de la transition, il imagine pouvoir se succéder à lui-même au vu des accords signés et des ouvertures politiques, mais il se trompe. Pour tourner la page des régimes militaires, une forte majorité des électeurs préfère confier le pouvoir non au négociateur, mais au vainqueur de facto, la rébellion du CNDD-FDD considérée comme seule à même de dissuader les ex-forces armées burundaises de revenir au pouvoir.

Au-delà de la dimension personnelle de cet échec, on peut penser que ce choix consacre non seulement la légitimité et le fort ancrage populaire du combat mené par le CNDD-FDD au plus près des populations paysannes, mais exprime plus largement la volonté de sanctionner les échecs des régimes et alternance passés incapables d'en finir avec 'l'ethnisme, le régionalisme et le népotisme' et d'assurer la protection des populations qui leur avaient accordé leur confiance. On retrouve là à nouveau la grande maturité politique et le niveau d'exigence dont a régulièrement fait preuve la population burundaise. En l'état des divisions qui prévalaient alors au sein du FRODEBU, sa capacité à affronter la délicate phase de réinsertion politique et sociale des diverses forces parallèlement au défi de la reconstruction du pays apparaissait assurément bien hypothétique.

Pour autant, comme Domitien Ndayizeye le soutient avec force, ses efforts en faveur de la paix et de la stabilité des institutions n'ont pas été vains. D'autres étapes viendront qui consolideront ce socle.

André Guichaoua

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

SYLVESTRE NTIBANTUNGANYA.

La longue marche vers la démocratie

Il exerce le pouvoir de 1994 à 1996, une période très tourmentée suite à l'assassinat et la mort accidentelle de ses compagnons de lutte, Melchior Ndadaye et Cyprien Ntaryamira, à moins de six mois. Comment a-t-il vécu à son engagement, ces moments si éprouvants et maintenir l'organisation institutionnelle du pays ?



AU MILIEU, SYLVESTRE NTIBANTUNGANYA AVEC SES COMPAGNONS DU PARTI UPRONA.

C'est la façon dont les hommes se comportent par rapport à des contradictions qui en montrent les capacités à maîtriser les problèmes d'un pays », déclare Sylvestre Ntibantunganya, ancien président de la République du Burundi.

1er mai 1979. Sylvestre Ntibantunganya est en 3ème année à l'Université du Burundi quand il décide avec une équipe d'une dizaine de jeunes étudiants hutu de prendre le chemin de l'exil vers le Rwanda.

A l'origine de cette décision, M. Ntibantunganya explique qu'une rumeur évoquait un coup d'État en perspective: « On craignait

qu'il ne puisse éventuellement déboucher sur des confrontations entre les communautés ethniques. »

A l'époque, se souvient-il, le parti Uprona tenait son 1er congrès national ordinaire depuis sa création et un grand nombre de rumeurs au niveau des contradictions à l'intérieur du système circulaient. Au lieu de laisser des situations éventuellement se détériorer et être compliquées pour eux, raconte l'ancien président, il choisit de partir. L'idée de se rendre en République Démocratique du Congo, ex-Zaïre, les tente. D'après Sylvestre Ntibantunganya, ils estiment qu'ils ne maîtrisent pas cette zone : « Le Rwanda

à prédominance hutu était non seulement le mieux indiqué pour nous accueillir mais aussi il était facile d'y arriver. »

La rencontre avec Melchior Ndadaye, ses premiers pas en politique

2 mai 1979, Sylvestre Ntibantunganya et ses compagnons débarquent à Tumba dans la préfecture de Butare. Il y rencontre pour la première fois, feu président Melchior Ndadaye. D'après M. Ntibantunganya, ce dernier étudiait à l'Institut Pédagogique National : « Depuis, on ne s'est plus quitté jusqu'à sa mort. »

Feu président Ndadaye, raconte son compagnon de lutte, était déjà engagé en politique. Depuis 1975, il était dans le Mouvement des Etudiants Progressistes Burundais au Rwanda (Bampere). Sylvestre Ntibantunganya est alors encadré dans ce mouvement par un certain Emile Niyuhire.

Assidu, l'ancien président de la République est vite apprécié et il intègre le mouvement Bampere.

Août 1979, Bampere s'associe à un autre mouvement de fonctionnaires burundais qui vivaient à Kigali pour créer le parti « UBU » ou Parti des Travailleurs Burundais. Sylvestre Ntibantunganya affirme qu'il a participé à la création de ce parti : « Je me souviens, c'est comme si c'était hier des conditions dans lesquelles nous avons fait ce congrès, un contexte difficile. » Dans la structure du parti Ubu, il est alors secrétaire général chargé de l'information et des relations extérieures. Melchior Ndadaye est quant à lui, secrétaire général chargé de l'information. Selon toujours M. Ntibantunganya, ils évoluent dans ce parti pendant quatre ans et ils divorcent avec UBU, en 1983.

De l'UBU à l'Uprona

5 septembre 1983, ils rentrent au pays. Sylvestre Ntibantunganya descend directement sur Bujumbura et Melchior Ndadaye, son compagnon, rentre directement à Nyabihanga, sa commune natale. « Notre vision était d'édifier un Burundi réconcilié parce

que nous étions marqués par ces drames par lesquels le Burundi était passé depuis les années 1960 et qui avaient produit des centaines de milliers de réfugiés burundais », lâche le sénateur à vie.

Pour lui et son compagnon, il fallait se protéger de toute lecture ethnociste de cette situation : « C'est pourquoi nous avons adhéré à la philosophie de la lutte des classes la préférant à l'affrontement ethnique. »

Il se rappelle des déboires qu'ils ont eus dans les milieux des réfugiés qui se considéraient, à juste titre, comme des victimes d'une stratégie ethnique en proposant cette autre lecture.

En effet, explique-t-il, il est difficile de changer une société qui a été profondément marquée par des divisions mais cela ne veut pas dire qu'il faut démissionner, il faut se battre.

Le pouvoir du major Buyoya est à la recherche des leaders hutus. Melchior Ndadaye est contacté pour donner des noms.

11 décembre 1987, Pierre Buyoya, alors président de la République, nomme Sylvestre Ntibantunganya au poste de secrétaire national chargé de l'information et de la mobilisation. Journaliste chargé de production à la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB), il l'apprend alors qu'il est en stage à Paris pour une formation à l'Institut de l'Audiovisuel. En plus du secrétariat national, il a la mission de rédiger le journal

du parti Uprona appelé Indarangavye : il en est le rédacteur en chef.

« Si le président Buyoya nous a acceptés, ce n'est pas par amour, c'est parce qu'il savait ce que nous valions », souligne M. Ntibantunganya.

Le Sahwanya Frodebu, ce parti qui change le courant politique

Dès leur retour au pays, Sylvestre Ntibantunganya et Melchior Ndadaye trouvent au pays des camarades dont Cyprien Ntaryamira, Jean Berchmans Nshimirimana, Donatien Nyarwenda, etc. Certains d'entre eux étaient rentrés une année auparavant. M. Ntibantunganya regrette qu'il reste peu de survivants de cette époque. Toutefois, il reconnaît que cette aventure était très intéressante : « Elle nous a amenés à penser à édifier un parti politique qui change le cours des choses. »

Il raconte qu'ils ont alors pris l'option de pénétrer dans le milieu progressiste, dans les parages de l'Uprona, particulièrement au niveau de l'union des travailleurs du Burundi (UTB). D'après lui, l'autre canal de diffusion de leurs idées de changement a été l'Association Culturelle pour le Progrès du Burundi, plusieurs conférences ont été animées à Bujumbura : « Mais quand nous avons proposé à nos camarades tutsi de l'Uprona, les uns de l'UTB et d'autres de la JRR, de constituer un parti, c'était l'incompréhension totale. »

Qui ne risque rien n'a rien, dit-on. 1986 à Gitega, Sylvestre Ntibantunganya et ses compagnons de lutte dont le président Ndadaye prennent, dans la clandestinité, le risque de créer un parti politique. Ils l'appellent d'abord FROLUDE (Front pour la Lutte Démocratique). Il se souvient toujours comme si c'était hier que les services de renseignements à l'époque ont procédé à des arrestations. Néanmoins, ni Melchior Ndadaye, ni lui-même, ni Léonard Nyan-goma, ne seront inquiétés.

Interrogé s'il était facile d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'Uprona et installer dans la clandestinité le Frodebu, M. Ntibantunganya répond :

« C'est ça la clandestinité justement. C'est savoir s'organiser, s'activer, savoir agir de manière que celui avec qui vous parlez a de la peine à vous identifier dans votre véritable nature mais en poursuivant un objectif. »

Le « refus » de la transition



**SYLVESTRE
NTIBANTUNGANYA, QUAND
ON EST PRÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE, IL FAUT
APPRÉCIER LA SITUATION ET
PRENDRE DES MESURES QUI
S'IMPOSENT.**



PRÉSIDENT MELCHIOR NDADAYE (EN CHEMISE ROUGE) AUX CÉRÉMONIES DU PREMIER MARIAGE DE SYLVESTRE NTIBANTUNGANYA, SON COMPAGNON DE LUTTE DE TOUS LES TEMPS.

23 juillet 1992, le Frodebu est agréé. Dès le mois d'octobre, le Frodebu et d'autres partis politiques émergents dont le PRP, l'Anade, le RPB, etc. poursuit le président Ntibantunganya, demandant à Pierre Buyoya et à son gouvernement de mettre en place un gouvernement de transition qui serait issu d'une conférence nationale.

Pourtant, interrogé, M. Buyoya nie catégoriquement qu'il a été approché. Pour M. Sylvestre Ntibantunganya on n'a pas le droit de tricher avec l'histoire : « Non, surtout quand nous essayons de reconstruire. Nous l'avons fait à travers des déclarations, des émissaires que nous lui avons envoyés. » Pour M. Buyoya, indique Sylvestre Ntibantunganya, ceux qui prônaient la transition ne visaient que des postes politiques. Ce n'est pas pour l'accuser, assure-t-il, mais c'est pour l'aider à assumer cette histoire. Non seulement, insiste-t-il, ils le lui ont demandé mais également, ils lançaient des slogans qui ponctuaient tous les meetings du Frodebu : « Nous projetions les premières élections au plus tôt en 1996. Il y en a même qui préconisaient une décennie. »

Selon M. Ntibantunganya, au Frodebu, ils estimaient qu'il fallait d'abord résoudre des entraves à l'éclosion d'une saine démocratie : le problème de la perception, de la gestion du comportement des forces de défense et de sécurité, entendez ici les forces armées burundaises, la gendarmerie, la police, la question de la justice, de l'administration, des réfugiés ainsi que la conception de la démocratie.

L'initiative qui était préconisée cette fois-ci à l'intérieur du corps socioprofessionnel, constituait le socle même du pouvoir du major Buyoya, l'armée. Sylvestre Ntibantunganya déclare que M. Buyoya a demandé à une quarantaine d'officiers de réfléchir sur l'adaptation des forces armées burundaises à la nouvelle donne démocratique : « Nous devons rendre justice à notre pays en lui disant tout cela. C'est pourquoi nous demandons que ce rapport qu'ils ont produit soit connu du public. »

Cependant, le sénateur Ntibantunganya fait savoir qu'il en a eu des extraits où vous voyez qu'ils réfléchissaient sur toutes ces contradictions. Et de citer l'une des phrases de ce rapport : « Il se pourrait que les élections qui sont en perspective, donnent au Burundi et aux forces armées burundaises un commandant suprême auquel ils ne sont pas habitués. »

Dans l'ambiance de l'époque, déclare-t-il, un commandant auquel ils ne sont pas habitués voulait dire par rapport à nos contradictions ethniques, à nos divisions régionalistes, etc., un président de la République qui ne soit pas tutsi, ne vient pas de Bururi et de l'armée. Ils disaient qu'il y avait des extrémistes ethniques tutsis au sein de l'armée en même temps qu'ils opposaient cet extrémisme à un autre qui s'identifiait cette fois-ci dans la communauté hutu à travers le Palipehutu. Alors, pour eux, une mauvaise gestion de ces extrémismes pourrait compromettre l'avenir du Burundi en général et des forces armées en particulier : « Leurs préoccupations

convergeaient avec celles du Frodebu. »

L'inexpérience du Frodebu face au refus de l'alternance

Aux élections de juin 1993, le parti Frodebu remporte la victoire. Melchior Ndadaye est investi président de la République et Sylvestre Ntibantunganya est nommé ministre des Relations extérieures. Mais ils ne feront pas long feu.

21 octobre 1993. Le malheur s'abat sur le Burundi. Il est 2 heures du matin quand Laurence Ndadaye, épouse de Melchior Ndadaye, l'appelle pour lui annoncer la catastrophe : « La première salve tombe quelques minutes après au palais. » Il essaie de joindre le président Ndadaye mais il est reçu par son ministre de la Défense nationale qui s'étonne : « Vous êtes encore à la maison alors que vous êtes la troisième personne à assassiner ? »

Il quitte Ngagara, son domicile et se rend à Kamenge chez le couple Elie Nzeyimana et Elisabeth Habonimana auquel l'ancien président rend toujours hommage.

25 octobre 1993. L'idée d'appeler l'ambassadeur de France au Burundi lui vient en tête. Sylvestre Ntibantunganya est accueilli au bout du fil par sa femme. Il décline son identité mais celle-ci ne croit pas à ce qu'elle entend : « Le ministre des Relations extérieures est mort. » Et l'ancien ministre de clamer qu'il est bien vivant. D'après M. Ntibantunganya, c'est l'ambassadeur qui

viendra lui-même le chercher à Kamenge.

Arrivé à l'ambassade de France, les rescapés du coup d'Etat sanglant l'accueillent avec des condoléances mais il se dit que c'est suite à la mort du président de la République et de ses proches collaborateurs. Il ignore que même sa femme a été tuée lui laissant un bébé de quatre mois.

L'ancien président reconnaît que le coup d'Etat du 21 octobre, est le résultat du refus de l'alternance politique d'une part et de l'inexpérience du Frodebu d'autre part : « Nous avions une foi béate parce qu'il y avait des signaux qui ne trompent pas. »

Interrogé sur la responsabilité de son parti suite aux violences observées après, Sylvestre Ntibantunganya ne mâche pas ses mots : « C'est la conséquence encore une fois de plusieurs facteurs conjugués : la mauvaise gestion de 1972, un hutisme en retour qui s'est développé à travers certaines organisations, les enseignements à caractère ethniste qui avaient été professés et la non maîtrise des instruments de l'Etat à l'époque dont l'armée, la police, l'administration, etc. par le parti Sahwanya Frodebu. » Et de rappeler qu'en 1988, le pouvoir avait dit lui-même que c'est le Palipehutu qui est à l'origine de Ntega-Marangara.

M. Ntibantunganya, l'infatigable gestionnaire des crises

« Ndaye et ma femme sont morts mais il faut redresser la situation », lance-t-il, une fois arrivé à l'ambassade de France. Aucune larme. Un homme au cœur dur, diront certains mais Sylvestre Ntibantunganya estime que c'est une question de responsabilité.

Il a alors pris les devants. Au niveau du gouvernement, il décide que Madame Sylvie Kinigi soit le chef. Tout ce qui concerne le Frodebu, il s'en occupe puisqu'il était le numéro 3 après Ndaye et Pontien Karibwami, président de l'Assemblée nationale.

Le malheur ne vient jamais seul, dit-on. Après les négociations de Kigobe- Kajaga, un consensus se dégage sur Cyprien Ntaryamira. Il est investi le 5 février 1994, mais il est tué le 6 avril la même année, dans un accident d'avion à Kigali. Il est en compagnie de son homologue rwandais, Juvénal Habyarimana.

Sylvestre Ntibantunganya hérite d'une situation très instable causée notamment par la mort de deux Présidents de la République en l'espace de 6 mois.

Son secret pour sortir de cette crise institutionnelle, le dialogue entre tous les acteurs politiques. « Ce n'était pas facile parce qu'il y en a qui disaient qu'il fallait abattre définitivement le pouvoir Frodebu. » Il engage alors des négociations avec les partis politiques de l'opposition qui étaient organisés dans ce qu'il appelait la coalition des partis politiques de l'opposition.

Le 14 septembre 1994, naît la convention de gouvernement contre la volonté de certains leaders de son parti, le Frodebu : « A la signature, je suis allé en parler au comité directeur national du Frodebu, ils m'ont dit mais vous mettez en sacrifice notre victoire. Ils ont été difficiles avec moi. »

« C'est la conséquence encore une fois de plusieurs facteurs conjugués : la mauvaise gestion de 1972, un hutisme en retour qui s'est développé à travers certaines organisations, les enseignements à caractère ethniste et la non maîtrise des instruments de l'Etat à l'époque »



Sylvestre Ntibantunganya indique qu'il a joué sur son statut de président de la République ad interim pour menacer d'abandonner : « Ils ont réfléchi et m'ont permis de continuer, ce qui a sauvé le parti et le pays.

Cette signature a permis que certains équilibres soient établis, une occasion à la rébellion de se constituer et de se développer. »

Non seulement des négociations globales ont suivi et abouti à Arusha mais aussi les accords de paix dont celui de 2003 : « Si j'avais commis une erreur personne ne serait ici. »

Et de leur répondre qu'il était plutôt en train de protéger leur victoire. Si vous avez une autre stratégie, définissez-la, adoptez-la mais ce n'est pas moi qui la mettrai en application.

30 avril 1994. Sylvestre Ntibantunganya accède au fauteuil présidentiel. 25 juillet 1996, il est pris à partie lorsqu'il va participer aux funérailles des victimes de Bugendana. Pour le président Ntibantunganya, il ne faut jamais exploiter pour des raisons politiques les souffrances des citoyens : « Je ne pense pas que ceux qui ont organisé Bugendana ont soulagé les Burundais qui avaient perdu les leurs. »

Quelques leçons tirées

Selon Sylvestre Ntibantunganya, un leader face à une situation n'a pas le droit de mettre en avant ses intérêts personnels : « Même quand cette situation s'exprime de manière aussi violente que ce que j'ai subi en perdant ma femme et mes compagnons de lutte. » Les Burundais ne s'attendaient pas, regrette-t-il, à ce qu'il exprime sa détresse par rapport à la mort de son épouse mais envisageaient qu'il prenne les mesures nécessaires pour arrêter selon les possibilités la violence : « Malheureusement, il y a des paramètres que je ne maîtrisais pas. »

« Quand vous êtes en train de gérer des situations comme celles-là, des fois, les grandes résistances viennent de votre propre entourage », avertit-il.

A un certain moment, conseille-t-il, si vous voulez faire la paix, vous devez faire des concessions. Quand il s'agissait de désigner Cyprien Ntaryamira et signer la convention de gouvernement, témoigne-t-il, c'était comme un rendez-vous du donner et du recevoir : « Il nous a permis pendant cette décennie d'avoir la paix. »

Elyse Ngabire

Cet article a été réalisé par l'ABR avec le soutien du Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE)

Bureau de la Coopération suisse au Burundi (BUCO)

Une tragédie évitée à l'aube d'un mandat mouvementé

L'annonce du décès du Président Cyprien Ntaryamira la nuit du 6 avril 1994 à Bujumbura

Cette nuit-là, tous les éléments d'un drame plus important encore que les massacres de dizaines de milliers de Tutsi et la brutale répression des forces armées advenus en octobre 1993 après l'annonce de l'assassinat du président Melchior Ndadaye sont réunis. Conscientes de l'urgence, quelques personnes, et en premier lieu Ahmedou Ould Abdallah, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, décident aussitôt d'assurer la continuité de l'État et de maintenir l'ordre sur tout le territoire. Au petit matin du 7 avril, c'est chose faite et les médias peuvent annoncer qu'un Comité de suivi, présidé par Sylvestre Ntibantunganya, président de la République par intérim (Frodebu) gère la transition institutionnelle avec à ses côtés le Premier ministre Anatole Kanyenkiko (Uprona), Gédéon Fyiroko, le ministre de la Défense, Jean Bikomagu, chef d'État-major ainsi que deux personnalités majeures du Frodebu: Mames Bansubiyeko, administrateur général de la Documentation et des Migrations et Corneille Budigiye, président du groupe parlementaire Frodebu. Trois Tutsi, trois Hutu ; 3 Frodebu, 1 Uprona, 2 militaires ; Ngozi, Gitega, Muramvya et Bururi sont représentés.

Ainsi, une ferme volonté collective, un communiqué, des symboles mis en images par la RTNB permettent au Burundi d'échapper à la nouvelle tragédie redoutée par tous. Sans Casques bleus, ni interventions étrangères. L'histoire n'est jamais fatale. La leçon de la nuit du 6 avril 1994 mérite d'être rappelée et retenue.

20h. – 20h. 30: Aéroport de Bujumbura. Les membres des corps constitués sont présents en attendant l'arrivée de l'avion du président burundais de retour de Dar es-Salaam via Kigali, annoncée vers 21 h. 30.

20h. 30 - 21h.: Séverin Mfatiye, ambassadeur du Burundi au Rwanda, informe Sylvestre Ntibantunganya, président de l'Assemblée nationale, que l'avion dans lequel voyageaient les deux présidents rwandais et burundais a été abattu lors de son atterrissage à l'aéroport de Kigali. Dès l'annonce de l'attentat, un seul mot d'ordre s'impose aux personnalités présentes : « Il faut empêcher le renouvellement de 1993 ». Ahmedou Ould Abdallah, Anatole Kanyenkiko, Jean Bikomagu, Gédéon Fyiroko et Jean-Bosco Daradangwa, porte-parole de l'armée, décident de tenir une première réunion à la résidence de Sylvestre Ntibantunganya (celle du 2ème Vice-Président aujourd'hui) pour y rédiger un communiqué annonçant le décès du Président de la République et prendre les dispositions qui s'imposent.

21h.15 – 21h.30 : Déplacement vers les lo-

caux de la RTNB qui avaient été sécurisés.

21h. 30.: Diffusion radiotélévisée du communiqué annonçant le décès « accidentel » du Président Cyprien Ntaryamira et des personnalités burundaises qui l'accompagnaient lors de l'atterrissage de l'avion du Président Juvénal Habyarimana à l'aéroport de Kigali dans lequel ils avaient pris place. Sur l'écran, derrière Sylvestre Ntibantunganya qui lit le communiqué, apparaissent Ahmedou Ould Abdallah, Anatole Kanyenkiko, Gédéon Fyiroko et Jean Bikomagu.

22h30. – 3h. du matin: Sylvestre Ntibantunganya, Jean Bikomagu et Ahmedou Ould Abdallah s'installent à l'État-major de l'Armée. Jean Bikomagu envoie un message à tous les commandants d'unité annonçant la mort accidentelle du Président et donnant l'ordre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher tout désordre. Sylvestre Ntibantunganya transmet un communiqué similaire à tous les gouverneurs et responsables provinciaux du Frodebu. Il leur annonce qu'il va commencer à visiter toutes les provinces dès le jour levé.

Le message est passé.

Ces moments sont uniques, ils inaugurent pourtant un mandat particulièrement mouvementé.

André Guichaoua

Professeur

Un bilan révélateur des émissions très suivies

Enregistrés à partir de la fin 2014, ces témoignages ont été diffusés de février à avril 2015 par l'ensemble des radios et télévisions associées au sein de la synergie des médias. Des appréciations sont bienveillantes et lucides.

Les émissions ont été largement écoutées dans tout le pays, notamment celles en kirundi et leur audition se poursuit aujourd'hui à l'étranger en version DVD et prochainement en téléchargement. Ce succès tient à de multiples raisons : le projet était original et symbolique (les

quatre ex-présidents ont spontanément accepté), la période appropriée, la parole libre et directe et enfin, pour l'un d'entre eux, une telle prise de parole était inédite depuis qu'il avait quitté le pouvoir à la fin des années 1980. Le retentissement de ces émissions illustre d'emblée le grand intérêt des Burundais pour les affaires publiques, le besoin de s'approprier leur passé, leur satisfaction envers des émissions d'information politique de qualité.

Pour compléter ce bilan, il reste à rendre compte des remarques et appréciations recueillies alors sur les différentes prestations. Ces échos sont révélateurs et permettent de dégager quelques éléments parmi les plus explicites.

Quand la sortie médiatique de M. Bagaza marque

Homme d'une époque révolue, le sénateur à vie s'est montré à la fois satisfait de son bilan - il a rétabli l'ordre et la paix après quinze années de graves troubles - et lucide sur le régime autoritaire qu'il a installé « les temps ont changé, j'ai gouverné comme on le faisait alors ». En outre, grâce à une conjoncture économique internationale très favorable, il a modernisé le pays avec des infrastructures et des projets de dévelop-

pement de grande envergure. Énoncés de manière directe et familière, ses propos ont profondément marqué tous ses auditeurs. On peut penser aussi que ses arguments, accompagnés de nombreuses informations et anecdotes originales, ont vraisemblablement convaincu.

Quant aux trois autres anciens Chefs d'Etat, leur tâche était beaucoup plus difficile. Les années fastes étaient finies et ils ont du prendre des décisions impopulaires lorsque les crédits se sont raréfiés et les échanges internationaux durcis. Et cela au moment même où des évolutions politiques inévitables, à la fois exigées et redoutées, devaient être mises en œuvre pour répondre aux aspirations démocratiques, remédier aux inégalités et discriminations héritées et plus généralement satisfaire des besoins sociaux nouveaux et pressants.

Trois ex-présidents toujours actifs malgré...

À deux reprises, le président Buyoya, a été confronté à des contextes dégradés ou de guerre civile et a finalement engagé le pays dans des processus d'ouverture démocratique et de retour à la paix diversement appréciés par les protagonistes concernés. Ses propos convainquent mais ne désarment pas ses opposants les plus déterminés.

était fortement disputé par d'autres forces, notamment les composantes armées en conflit.

Présidents sans consécration électorale, ils ont assumé leurs transitions avec conviction et courage, mais leur faible emprise, voire maîtrise des événements pèse indéniablement sur l'appréciation globale de leur bilan.

Un dernier point a été à maintes fois souligné. Directement ou indirectement, ces trois ex-présidents demeuraient politiquement très actifs ou attentifs et pouvaient être perçus comme des candidats potentiels à de nouvelles responsabilités nationales. Et ce fut effectivement le cas pour deux d'entre eux, MM. Ntibantunganya et Ndayizeye. Mais aucun ne pouvait plus s'appuyer sur les forces qui les supportaient jusque-là. Leurs partis ont été laminés en 2005, les groupes qui en subsistent sont divisés et nul ne sait vraiment ce qu'ils représentent. Ces personnalités s'expriment et agissent donc à titre « personnel ». Leur parole était donc libre, bienvenue et porteuse d'espoir, mais de portée limitée au regard des attentes et des enjeux de ce début d'année.

Des aspirations restées sans réponse

Ce faisant, et la remarque est sans cesse sous-jacente dans les remarques recueillies, ils n'ont certainement pas démontré la capacité de la classe politique burundaise à répondre aux aspirations sociales et politiques des populations alors que la question fondamentale de la responsabilité des élites demeure posée de manière lancinante.

Vis-à-vis du passé tout d'abord. Bien des questions demeurent posées qui dépassent la double fonction d'information et de formation qui incombe à des médias pluriels. La large audience et le satisfecit global enregistrés par de telles émissions illustraient le niveau d'exigence des citoyens burundais en matière de vérité. Au regard de leur histoire, de l'expérience accumulée et des drames surmontés, ils ont appris la prudence et la patience. Aujourd'hui, comme hier, ils espèrent toujours en l'avènement d'un régime démocratique porté par des formations politiques représentatives et dirigées par des démocrates. Une offre politique actuellement inexistante. La prise de conscience s'est exprimée avec force, l'appel à vocation a été lancé.

André Guichaoua

Professeur Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

